

Document:	<u>EB 2009/97/R.12/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>9 c)</u>
Date:	<u>14 septembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **République des Philippines**

### **Programme d'options stratégiques pour le pays**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session  
Rome, 14-15 septembre 2009

---

Pour: **Examen**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

**Sana F.K. Jatta**

Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2446  
courriel: [s.jatta@ifad.org](mailto:s.jatta@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

**Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>iii</b>
<b>Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé de la stratégie pour le pays</b>	<b>v</b>
<b>I. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II. Le contexte du pays</b>	<b>1</b>
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
<b>III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays</b>	<b>7</b>
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	7
B. Enseignements tirés	7
<b>IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays</b>	<b>10</b>
A. Avantage comparatif du FIDA	10
B. Objectifs stratégiques	10
C. Perspectives d'innovation	12
D. Stratégie de ciblage	13
E. Articulation au niveau des politiques	13
<b>V. Gestion du programme</b>	<b>14</b>
A. Gestion du COSOP	14
B. Gestion du programme de pays	15
C. Partenariats	16
D. Gestion des savoirs et communication	17
E. Cadre de financement SAFP	17
F. Risques et gestion des risques	19
<b>Appendices</b>	
<b>I. COSOP consultation process</b>	<b>1</b>
(Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	
<b>II. Country economic background</b>	<b>4</b>
(Situation économique du pays)	
<b>III. COSOP results management framework</b>	<b>5</b>
(Cadre de gestion des résultats du COSOP)	
<b>IV. Previous COSOP results management framework</b>	<b>7</b>
(Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	
<b>V. Project pipeline for the COSOP period</b>	
(Réserve de projets pour la période du COSOP)	<b>9</b>

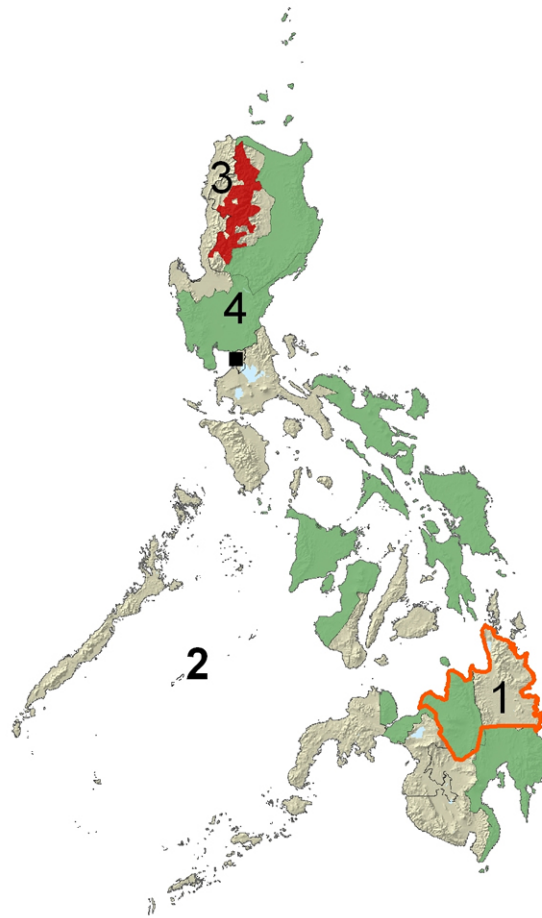
**Dossiers clés**

<b>Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)</b>	<b>13</b>
<b>Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])</b>	<b>18</b>
<b>Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)</b>	<b>20</b>
<b>Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)</b>	<b>35</b>

## Sigles et acronymes

BAsD	Banque asiatique de développement
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
ENRAP	Mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie-Pacifique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
MPME	Micro-, petites et moyennes entreprises
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UAL	Unité administrative locale
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

## Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



- 4** Rapid Food Production Enhancement Programme
- 3** Second Cordillera Highland Agricultural Resource Management Project
- 2** Rural Microenterprise Promotion Programme
- 1** Northern Mindanao Community Initiatives and Resource Management Project

**Source:** FIDA.

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## Résumé de la stratégie pour le pays

1. Les Philippines sont à un tournant décisif. Une mise en œuvre vigoureuse des politiques macroéconomiques et structurelles est essentielle à la poursuite de la croissance économique. Cependant, il est capital d'accroître le soutien aux pauvres pour s'assurer que cette croissance soit équitable. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA pour 2010-2014 repose sur une forte appropriation des actions par le pays. Il marque l'aboutissement d'un long processus participatif: des consultations régionales et nationales; une consultation auprès des organisations paysannes; un atelier sur le cadre de gestion des résultats du COSOP; une réunion de haut niveau avec des dirigeants du pays et des donateurs. Les consultations ont été éclairées par des documents portant sur des questions et des priorités sectorielles pertinentes.
2. Les stratégies de réduction de la pauvreté des Philippines se heurtent à des obstacles de taille: a) la forte croissance démographique; b) la croissance économique plus faible et le taux élevé de sous-emploi dans les régions rurales; c) l'élargissement constant du fossé entre les pauvres urbains et les pauvres ruraux; d) l'exclusion persistante des pauvres et des marginalisés des processus de développement; e) l'accès limité des pauvres aux actifs productifs et aux possibilités de création d'entreprise; f) l'inefficacité du transfert des responsabilités, ce qui ne stimule pas le développement local et régional; g) la surexploitation des ressources naturelles; h) l'insécurité alimentaire, attribuable en partie aux prix élevés des denrées; i) le risque permanent de catastrophe d'origine naturelle ou humaine (qui s'explique en partie par le changement climatique). Sur la base de ces facteurs et du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, il a été convenu lors des consultations auprès des parties prenantes que le FIDA axe le présent COSOP sur les objectifs stratégiques suivants afin de contribuer à la lutte contre la pauvreté rurale dans le pays:
  - **Objectif stratégique 1:** rendre les ressources foncières et hydriques plus accessibles aux ménages pauvres des régions montagneuses des 20 provinces les plus pauvres, surtout aux autochtones et aux bénéficiaires de la réforme agraire, et leur permettre de les exploiter de façon durable dans un but lucratif.
  - **Objectif stratégique 2:** rendre les marchés et les services financiers ruraux plus accessibles aux entrepreneurs pauvres de certaines régions rurales, surtout des Visayas et de Mindanao (nord, ouest, sud, est et centre) afin d'améliorer les chaînes de valeur des systèmes agroalimentaires au profit des agriculteurs, des éleveurs d'animaux de ferme, des pêcheurs, des groupes marginalisés, des femmes et des entrepreneurs ruraux pauvres.
  - **Objectif stratégique 3:** permettre à certaines communautés marginalisées et pauvres de Bicol, des Visayas orientales, du nord de Mindanao et de la Région autonome du Mindanao musulman qui dépendent des ressources côtières d'exploiter de façon durable les ressources halieutiques et d'autres ressources côtières productives, d'adopter des pratiques de gestion durable et de diversifier leurs moyens de subsistance pour répondre à leurs besoins fondamentaux (surtout alimentaires).
3. La mise en œuvre du COSOP sera participative et flexible, et tiendra compte des besoins, des forces et des lacunes des "pauvres productifs" des régions rurales cibles et des personnes qui leur assurent des services. En outre, le COSOP tirera parti au maximum d'un dialogue amélioré avec l'ensemble des parties prenantes, ainsi que d'une saine gestion des savoirs et des outils et instruments d'apprentissage dans l'intérêt des populations rurales pauvres. Afin que le programme donne de meilleurs résultats et que le pays se l'approprie davantage, le FIDA collaborera avec l'Autorité nationale de développement économique, d'autres organismes publics et d'autres parties prenantes telles que les organisations paysannes, dans le cadre de la

supervision du programme et des opérations bénéficiant d'un soutien. À cette fin, le FIDA renforcera sa présence dans le pays. Le Fonds cherchera activement à renforcer les partenariats avec les autres organismes et acteurs de développement durant la période du COSOP.

4. Le financement total du FIDA durant la période est en partie tributaire de l'issue des huitième et neuvième reconstitutions des ressources du Fonds, respectivement pour les périodes 2010-2012 et 2013-2015. Mais ce montant est estimé à 73 millions d'USD sur la base du scénario de référence; le scénario optimiste majore l'estimation de 31% et le scénario pessimiste la réduit de 27%.



# République des Philippines

## Programme d'options stratégiques pour le pays

### I. Introduction

5. Les Philippines sont à un tournant décisif. Une mise en œuvre vigoureuse des politiques macroéconomiques et structurelles, qui passe, par exemple, par l'assainissement des finances publiques, est essentielle à la poursuite de la croissance économique. Cependant, il est capital d'accroître le soutien aux pauvres pour s'assurer que les retombées de cette croissance soient partagées. Des interventions ciblées visant à aider les pauvres, surtout dans les régions défavorisées et les moins favorisées, seront donc nécessaires afin que la croissance repose sur de larges assises. C'est à ce niveau que l'avantage comparatif du FIDA prend tout son sens et que le Fonds peut facilement jouer un rôle complémentaire utile.
6. La première stratégie de pays devant jeter les bases de l'aide du FIDA aux Philippines a été mise en œuvre le 28 septembre 1999. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats, qui constitue une première pour les Philippines, couvre la période 2010-2014. Il va dans le sens des orientations du Plan de développement à moyen terme des Philippines 2004-2010 et du Programme en dix points pour la croissance et la réduction de la pauvreté de la Présidente Gloria Macapagal-Arroyo. Le COSOP axé sur les résultats repose sur une forte appropriation des actions par le pays et marque l'aboutissement d'un long processus participatif: a) deux consultations régionales menées en octobre et novembre 2004; b) une consultation nationale tenue en janvier 2005; c) une consultation auprès des organisations paysannes en juin 2006; d) un atelier sur le cadre de gestion des résultats du COSOP auquel étaient conviés des représentants des organismes de surveillance de l'État et des ministères techniques d'exécution concernés, en octobre 2007; et e) des réunions de haut niveau avec des dirigeants des ministères économiques et du développement rural et les donateurs concernés, en mars 2008 et juillet 2009. Les consultations ont été éclairées par des documents thématiques sur les peuples autochtones et les groupes marginalisés, le microfinancement, les systèmes agricoles et les moyens d'existence en milieu rural, la viabilité du point de vue écologique, et le transfert des responsabilités et la décentralisation, ainsi que des documents portant sur des questions à facettes multiples (les institutions rurales, les envois de fonds, la problématique hommes-femmes et les priorités sectorielles du gouvernement).

### II. Le contexte du pays

#### A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

##### Situation économique générale

7. Les Philippines constituent un archipel de plus de 7 000 îles représentant une superficie totale d'environ 300 000 kilomètres carrés. La population du pays a été établie à 88,57 millions d'habitants lors du recensement de 2007. La croissance démographique a ralenti ces dernières années, passant d'une moyenne de 3% dans les années 60 à 1,9% durant la période 2000-2007. La population autochtone totale était estimée entre 12 et 15 millions de personnes en 1998, soit 15 à 20% de la population totale.
8. De 2001 à 2007, l'économie philippine a bien résisté aux événements défavorables tels que l'envolée des prix du pétrole et des produits de base, la faiblesse de la croissance mondiale, le changement climatique, les incertitudes entourant la situation intérieure (les élections, les troubles civils et les déséquilibres économiques) et la crise économique mondiale. La grande diversification de l'économie témoigne de ses ressources variées. Le PIB réel a augmenté en moyenne

de 4,8% durant la période, une croissance historiquement impressionnante, mais inférieure à celle d'autres économies asiatiques en plein essor, comme celle de la Chine par exemple. Ces résultats relativement décevants s'expliquent entre autres par la faiblesse des investissements, qui ne représentaient que 14,8% du PIB en 2007, contre 25 à 30% dans nombre d'économies asiatiques et jusqu'à 40% en Chine. L'augmentation des cours mondiaux des carburants, des produits chimiques agricoles et des matières premières a propulsé l'inflation à son plus haut niveau depuis 14 ans, soit 11,4% entre juin 2007 et juin 2008. En 2003, le gouvernement a entrepris de maîtriser le déficit budgétaire; en 2007, celui-ci s'établissait à 0,2% du PIB, un creux historique. Cette diminution est attribuable à la vigueur du recouvrement des recettes en 2003, ainsi qu'à la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée et à la restriction des dépenses. La dette du secteur public non financier représentait 86,3% du PIB en 2005. Le compte extérieur a été généralement favorable de 2001 à 2007. À la fin de cette période, le pays affichait un excédent de 6,4 milliards d'USD, soit 4,4% du PIB en 2007, un niveau record. Les envois de fonds considérables des travailleurs philippins expatriés – 14,4 milliards d'USD en 2007 et 16,4 milliards d'USD en 2008 – ont contribué à ces résultats. L'encours de la dette extérieure s'élevait à 61,8 milliards d'USD à la fin de 2007. Les forts taux de chômage et de sous-emploi (qui s'établissaient en moyenne à 7,4% et à 19,3%, respectivement, en 2008) seraient encore plus élevés si ce n'était de l'expatriation pour le travail. Environ 8,73 millions de Philippins vivaient et travaillaient à l'étranger en 2007, et ont été imités par quelque 1,24 million de leurs compatriotes en 2008.

#### **Agriculture et pauvreté rurale**

9. Le pays, qui auparavant était exportateur, est devenu un importateur net de produits agricoles au milieu des années 90, une situation qui a abouti à un déficit commercial de 7,8 milliards d'USD en 2005. La productivité moyenne du secteur agricole est inférieure à la moyenne nationale. En 2008, environ 12 millions de Philippins, soit 35,3% de la main-d'œuvre totale, travaillaient dans le secteur agricole, contribuant au PNB à hauteur de quelque 16,3%. En revanche, le secteur industriel représentait 14,8% de la main-d'œuvre et 29,3% du PNB, et le secteur des services, 49,9% de la main-d'œuvre et 43,7% du PNB. Comme ailleurs dans le monde, la part de l'emploi correspondant à l'agriculture est en baisse. À l'heure actuelle, ce secteur représente moins de 20% de la main-d'œuvre totale, contre 60% en 1965, principalement en raison de la création d'emplois dans les services, l'emploi industriel ayant également stagné.
10. **Sous-secteur des cultures.** L'agriculture est dominée par la filière cultures, qui est suivie de l'élevage/production avicole et de la pêche. En 2005, la valeur des cultures s'établissait à 410 milliards de pesos philippins (PHP) – 8,2 milliards d'USD –, soit 50% de la production agricole totale (817 milliards de PHP). Les cinq plus importantes cultures sont le paddy, le maïs, la noix de coco, la canne à sucre et la banane. Quatre-vingt-huit pour cent de la superficie cultivée totale est consacrée à ces cultures, qui représentaient, en 2004, 77% de la valeur totale de la production du sous-secteur. Le paddy et le maïs sont principalement destinés au marché intérieur, alors que les autres cultures sont exportées; avec l'huile de noix de coco brute et raffinée, ces dernières représentent près du quart des exportations agricoles totales.
11. **Sous-secteurs de l'élevage/production avicole et de la pêche.** Ces sous-secteurs jouent un rôle important dans l'agriculture philippine: en 2005, ils représentaient respectivement 19%, 13% et 18% de la valeur totale de la production agricole. L'élevage est surtout pratiqué à des fins de subsistance ou par de petits producteurs qui approvisionnent le marché intérieur. En revanche, le sous-secteur de la pêche a dans une large mesure une vocation exportatrice. La valeur de sa production s'est établie à 146 milliards de PHP en 2005; la pêche

commerciale est à l'origine de 32% de ce montant, le reste étant associé à la pêche commune<sup>1</sup>.

12. **Sous-secteur des forêts.** Plus de 50% du territoire national était autrefois recouvert de forêts denses. Les Philippines ont exporté quelque 7 millions de mètres cubes de bois rond en 1975, soit une valeur de 283 millions d'USD, ou plus de 10% du PIB. Cependant, les exportations de bois ont diminué rapidement dans les années 80 et 90, l'exploitation incontrôlée ayant épuisé les ressources forestières. Des programmes publics ont contribué au reboisement de sept millions d'hectares en 2003, soit 24% du territoire national. La capacité de stockage du carbone des forêts existantes est de 1 566 millions de tonnes pour la biomasse aérienne et de 376 millions de tonnes pour la biomasse souterraine.
13. **Enjeux importants<sup>2</sup> du développement agricole et rural.** Les questions suivantes sont revenues constamment lors des consultations menées auprès des parties prenantes. **Premièrement**, la diminution de la taille moyenne des exploitations agricoles a contribué à la baisse de rentabilité de l'agriculture: elle est passée de 2,2 à 2,0 hectares durant la période 1991-2002 du fait que la superficie agricole a diminué (passant de 10 millions à 9,7 millions d'hectares). Les terres agricoles sont de plus en plus convoitées pour deux raisons: la conversion progressive des zones agricoles en zones résidentielles et commerciales, et l'augmentation de la taille des familles d'exploitants. **Deuxièmement**, la faiblesse des prix à la production, due au fait que la progression des prix internationaux n'est guère répercutée sur l'exploitant, empêche ce dernier de tirer parti de l'augmentation du rendement des cultures. Suivant une opinion largement répandue, cette situation est attribuable aux prix plus bas des importations; par conséquent, des enjeux tels que le prix marchand, le prix producteur et la commercialisation sont tout aussi importants. **Troisièmement**, le piètre état des routes ne permet pas un transport rapide et efficace entre les zones de production et les zones de consommation. Durant la saison des typhons, des routes sont souvent fermées en raison des glissements de terrain. Par conséquent, des investissements considérables dans l'amélioration des réseaux routiers sont nécessaires. **Quatrièmement**, l'impact du changement climatique se fait de plus en plus sentir, comme en témoignent les sécheresses qu'ont connues Ilocos et la vallée de Cagayan, ainsi que les typhons et les pluies torrentielles qui, alliés à la forte dénivellation, ont provoqué des glissements de terrain et des inondations à Luçon, dans les Visayas orientales et à Mindanao. En 2005, les dommages que les conditions climatiques extrêmes ont causés aux récoltes ont été estimés à 3,3 milliards de PHP (approximativement 0,81% de la valeur ajoutée totale du secteur agricole). **Cinquièmement**, le sous-investissement dans l'agriculture, notamment pour l'irrigation communale des petites exploitations, conjugué à la sous-utilisation et à l'entretien déficient des infrastructures existantes – surtout des grands aménagements hydro-agricoles – limite les possibilités d'augmentation de la production agricole et du rendement. Seulement 45% de la superficie irrigable totale a été irriguée en 2005. **Sixièmement**, les carences des services de soutien à l'agriculture (entre autres la recherche, la vulgarisation et les mécanismes de crédit et de garantie) freinent l'augmentation de la production, du rendement et de la valeur ajoutée. Suite à l'entrée en vigueur du Code des administrations locales en 1991, la prestation des services de vulgarisation a été confiée aux unités administratives locales (UAL), dont la capacité d'assurer les services nécessaires est souvent limitée. **Septièmement**, les avoirs productifs restreints des pêcheurs et leur capacité limitée d'atteindre les lieux de pêche productifs éloignés, ainsi que les pratiques de pêche destructrices et d'autres pratiques dangereuses pour l'environnement, exacerbent la pauvreté rurale dans les régions côtières.

<sup>1</sup> Les pêcheurs commerciaux utilisent des bateaux d'au moins trois tonnes, alors que les pêcheurs communaux ont recours à des embarcations plus petites ou n'en utilisent pas du tout.

<sup>2</sup> Pour plus de précisions, voir le dossier clé 4.

14. Les dernières statistiques officielles<sup>3</sup> révèlent que la pauvreté monétaire exprimée en pourcentage des ménages vivant au-dessous du seuil national de pauvreté est passée de 33% en 2000 à 24,4% en 2003, pour ensuite repartir à la hausse et avoisiner les 26,9% en 2006. Ces données nationales globales occultent des différences marquées à l'échelle régionale et locale. La pauvreté a généralement augmenté dans les 17 régions du pays en 2006, exception faite des améliorations observées dans les régions VI, VIII, IX et X. La pauvreté demeure concentrée dans les régions rurales, bien qu'elle soit en progression dans les villes. En 2006, environ 75% des pauvres vivaient en milieu rural, et le taux de pauvreté était environ trois fois plus élevé dans le secteur agricole que dans les autres secteurs. Cependant, la part du taux de pauvreté globale correspondant aux zones urbaines s'est accrue en raison de l'urbanisation rapide et de la répartition inéquitable des revenus, passant de quelque 23,2% en 2003 à 28,8% en 2006.
15. Les Philippines ont réalisé des progrès encourageants dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment en ce qui concerne: la réduction de la pauvreté; l'amélioration des conditions sanitaires; la diminution de la mortalité infantile; l'incidence du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme; l'égalité des sexes dans l'accès à l'éducation; l'apport alimentaire quotidien des ménages; l'accès à une eau potable salubre. Toutefois, bien que la pauvreté extrême ait diminué, passant de 24,3% en 1991 (année de référence) à 14,6% en 2006, la pauvreté globale a augmenté en 2006. Il conviendra également de contourner des obstacles de taille afin d'atteindre les objectifs relatifs à la santé maternelle, à l'accès aux services de santé générique et à l'éducation. De plus, les écarts entre les régions et les provinces subsistent: les plus défavorisées se trouvent à Mindanao, et les mieux nanties, à Luçon.

## B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

### Le contexte institutionnel national

16. **Ministères techniques envisagés comme partenaires.** Le FIDA entend poursuivre sa collaboration avec les ministères techniques associés au secteur rural: a) le Ministère de l'agriculture et ses organismes, qui sont chargés de promouvoir le développement agricole; b) le Ministère de la réforme agraire, auquel il incombe d'exécuter les politiques présentées dans le Code des réformes agraires, ce qui comprend l'adoption du modèle agricole philippin fondé sur le faire-valoir direct et l'exploitation familiale économiquement viable; c) le Ministère du commerce et de l'industrie, qui gère le développement des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) aux Philippines; d) le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, qui est chargé de la conservation, de la gestion, du développement et du bon usage des ressources environnementales et naturelles du pays; e) la Commission nationale sur les peuples autochtones, qui est chargée de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, des plans et des programmes visant à reconnaître, à promouvoir et à protéger les droits et le bien-être des peuples autochtones.
17. **Organismes de surveillance partenaires clés.** Les organismes nationaux de surveillance qui collaborent étroitement avec le FIDA sont l'Autorité nationale de développement économique (NEDA), la Commission anti-pauvreté et le Ministère des finances. Le **Ministère des finances** est chargé de l'obtention de dons et de prêts à l'étranger et de la négociation de la restructuration de la dette. Il appartient à la **NEDA** de formuler et de coordonner les politiques, les plans et les programmes sociaux et économiques intégrés et de veiller à ce qu'ils soient mis en œuvre de manière à atteindre de façon équitable les objectifs de développement et de croissance du pays. La **Commission nationale anti-pauvreté** assure des services de coordination et de conseil dans le cadre de la mise en œuvre du programme de

---

<sup>3</sup> National Statistical Coordination Board, *Annual Per Capita Poverty Thresholds by Province, 2006-2007*.

réformes sociales du gouvernement et veille à ce qu'il soit intégré aux plans de développement.

18. **Institutions financières rurales.** Le secteur financier rural des Philippines est segmenté, c'est-à-dire que les services de gros relèvent des institutions financières publiques, et les services de détail, des organisations privées et des ONG. Les principaux acteurs du microfinancement de gros sont la Société populaire de financement et de crédit, la Banque de développement des Philippines, la Banque foncière des Philippines et la Société de garantie et de financement des petites entreprises. Le microcrédit est octroyé par des institutions de détail: 117 banques rurales (sur 785 banques enregistrées), 49 coopératives bancaires, 223 ONG (sur 60 000 ONG enregistrées) et 20 000 coopératives d'épargne et de crédit. Les principaux problèmes du secteur de la microfinance sont le préjugé favorable aux villes, la fragmentation caractérisée par l'existence de monopoles/d'oligopoles, la faible rentabilité et les coûts d'emprunt élevés.
19. **Organisations de la société civile et ONG.** Les Philippines encouragent depuis longtemps les organisations paysannes et rurales. En vertu du Code des coopératives, plus de 20 000 coopératives de crédit, de consommateurs, de producteurs, de commercialisation, de services et multifonctionnelles ont été enregistrées. L'autre type d'organisation rurale est l'ONG, qui, aux Philippines, est définie, en gros, comme une organisation sans but lucratif et sans capital-actions. Par conséquent, un large éventail d'organisations peuvent être considérées comme des ONG, des groupes d'entraide présents dans les villages aux filiales d'œuvres de bienfaisance. Environ 4 000 seulement des 60 000 ONG semblent avoir un objectif de développement clairement défini.
20. **Code des unités administratives locales.** Le Code des administrations locales adopté en 1991 a transféré aux UAL<sup>4</sup> de nombreuses fonctions qui étaient du ressort des ministères d'exécution, par exemple le Ministère de l'agriculture et le Ministère des travaux publics et des routes. Par conséquent, les services de vulgarisation agricole et la construction et l'entretien des routes au niveau provincial et municipal, qui relevaient respectivement des deux ministères cités en exemple ci-dessus, incombent désormais aux UAL. Ces transferts ont été accompagnés de crédits budgétaires dénommés affectations de recettes internes, qui sont établies en fonction de la zone, de la population et de la capacité de production de recettes. Les UAL doivent consacrer au moins 20% des crédits alloués à des projets d'investissement.

#### **La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale**

21. **Plan de développement à moyen terme des Philippines 2004-2010.** Ce plan national vise à lutter contre la pauvreté en permettant au plus grand nombre possible de citoyens de vivre dans la prospérité. Au niveau macro-économique, la maîtrise du déficit budgétaire constitue un objectif prépondérant. Pour le secteur agricole, le plan énonce une stratégie de réduction de la pauvreté qui met l'accent, non seulement sur les goulets d'étranglement de la production agricole, mais également sur ses vulnérabilités. Cette stratégie souligne la nécessité de promouvoir le secteur agroalimentaire. Cela permettra au pays de s'attaquer aux contraintes de production agricole, ainsi qu'aux problèmes liés au traitement post-production, à la valeur ajoutée et à la distribution, qui sont des facteurs clés interdépendants ayant une influence déterminante sur la création d'emplois et la stabilité des revenus dans les campagnes<sup>5</sup>. Le Plan 2004-2010 vise à formuler des politiques qui permettront d'enrayer le déclin de la compétitivité. Il cherche aussi à fournir du crédit, des technologies et des renseignements sur les marchés aux MPME et aux entreprises

<sup>4</sup> Y compris la région, la province, la municipalité et le *barangay* (la plus petite division politique des Philippines, qui est administrée par un groupe d'élus dirigé par un *punong barangay*).

<sup>5</sup> Autorité nationale de développement économique, Plan de développement à moyen terme des Philippines 2004-2010, [www.neda.gov.ph/ads/mtpdp/MTPDP2004-2010/PDF/MTPDP2004-2010.html](http://www.neda.gov.ph/ads/mtpdp/MTPDP2004-2010/PDF/MTPDP2004-2010.html), chapitre 2, p. 29.

agroalimentaires. Enfin, la stratégie de croissance vise à tirer le meilleur parti possible des ressources naturelles et de l'avantage comparatif géographique du pays, notamment par le reboisement et l'exploitation durable des ressources des régions montagneuses.

22. **Programme de modernisation de l'agriculture et de la pêche.** Ce programme se veut le principal instrument d'application de la loi sur la modernisation de l'agriculture et de la pêche (*Agriculture and Fisheries Modernization Act*, Republic Act n° 8435, 1997). Il est axé sur la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, l'accroissement des revenus et de la rentabilité des agriculteurs et des pêcheurs, la compétitivité mondiale et la viabilité. Le programme reconnaît l'importance des UAL et des ONG dans la réalisation des objectifs de développement durable, de lutte contre la pauvreté et d'équité sociale.
23. **Programme global de réforme agraire.** Amorcé en 1988, ce programme a pour objectifs la redistribution de terres agricoles publiques et privées et le mieux-être des exploitants et des travailleurs agricoles sans terre. Le Ministère de la réforme agraire a été chargé de l'acquisition et de la redistribution d'un total de 4,3 millions d'hectares avant la fin de 2008. Des discussions sont en cours avec le Congrès afin qu'il soit reconduit en 2008.
24. **Code forestier révisé.** Ce code adopté par décret (*Presidential Decree 705 or Revised Forestry Code of the Philippines*, 1975) est le principal texte législatif régissant la protection, le développement et la restauration des terres forestières. Il détermine quelles terres seront reboisées et prescrit que tous les terrains ayant une déclivité d'au moins 18% sont considérés comme inaliénables et indispensables et doivent être inclus dans le territoire forestier. En vertu d'un autre décret (*Executive Order 263*, 1995), la gestion communautaire de la forêt est la stratégie nationale qui assurera la viabilité des ressources forestières et la justice sociale.
25. **Loi sur les droits des peuples autochtones.** La loi sur les droits des peuples autochtones, une loi charnière entrée en vigueur le 22 novembre 1997, reconnaît, protège et défend les droits des peuples autochtones du pays. Une Commission nationale sur les peuples autochtones a été créée et chargée de mettre en place des mécanismes d'application et d'assurer un financement adéquat. La loi susmentionnée reconnaît et défend les droits des peuples autochtones, ce qui comprend: a) les droits sur les territoires et domaines ancestraux; b) le droit à l'autonomie; c) la justice sociale et les droits de la personne; et d) l'intégrité culturelle.

#### **Harmonisation et alignement**

26. Depuis 2005, le Forum de développement des Philippines est le principal mécanisme gouvernemental qui facilite le dialogue de fond avec les parties prenantes. Il s'agit d'un processus annuel reposant sur les réunions périodiques de sept groupes de travail thématiques: a) la réforme économique et budgétaire; b) les OMD et le progrès social; c) la paix et le développement post-conflit à Mindanao; d) la décentralisation et les administrations locales; e) la croissance et le climat d'investissement; f) la gouvernance et la lutte contre la corruption; et g) le développement rural durable. Le Forum favorise l'établissement d'un consensus entre les parties prenantes afin qu'elles puissent harmoniser leurs programmes de développement. Conformément aux engagements pris par les Philippines et leurs partenaires de développement dans le cadre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, l'harmonisation et l'efficacité du développement font partie intégrante des travaux du Forum. Un Programme d'harmonisation national a été mis en œuvre pour soutenir l'harmonisation des politiques et des procédures relatives, entre autres, aux marchés publics, à la gestion financière et à la gestion axée sur les résultats par le biais d'une budgétisation fondée sur la performance. Le FIDA a participé aux réunions annuelles du Forum et aux travaux de deux groupes de travail (décentralisation et administrations locales, et développement durable).

27. Le FIDA est membre non résident de l'équipe de pays des Nations Unies et est périodiquement informé de l'établissement et de la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Les programmes et les projets du FIDA sont donc complémentaires des activités d'autres organismes. Les partenariats avec la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque mondiale et le Fonds de l'OPEP pour le développement international ont ouvert la voie à des accords de cofinancement avec la BAsD et le Fonds de l'OPEP ainsi qu'à des échanges de savoirs et à la concertation sur les politiques avec la Banque mondiale.

### **III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays**

#### **A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures**

28. Le FIDA a financé 11 projets pour un montant total avoisinant les 152 millions d'USD. Trois projets sont en cours: le projet de promotion des initiatives communautaires et de gestion des ressources dans le nord de Mindanao, le programme de promotion de la microentreprise rurale, et le second projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera; ce dernier projet, qui a été amorcé récemment, a bénéficié d'une contribution totale du FIDA de 27 millions d'USD et du cofinancement de 20 millions d'USD de la BAsD et du Fonds de l'OPEP pour le développement international. Un quatrième projet, le programme d'accroissement rapide de la production alimentaire, a été approuvé en décembre 2008 par le FIDA en réaction à la flambée des prix des denrées en 2007-2008. Dans l'ensemble, la performance du programme de pays a été satisfaisante. Cependant, les décaissements et l'exécution de la plupart des projets sont relativement lents, surtout durant les premières années. Les retards prennent plusieurs formes: a) les responsables tardent à recruter le personnel du projet, ce qui entraîne des retards dans le respect des conditions du prêt; b) la lourdeur et la forte centralisation des procédures retardent l'acquisition des biens et services, notamment auprès des fournisseurs de services tels que les ONG; c) les longs délais de traitement des demandes de retrait présentées par les organismes d'exécution; d) l'instabilité politique et les troubles civils; et e) en raison du déficit budgétaire et de la situation précaire des finances publiques, le gouvernement interdit aux responsables des projets d'acheter les biens déjà approuvés dans la documentation du prêt. Malgré ces problèmes, l'exécution des projets est satisfaisante. Les clauses restrictives des conventions de prêt sont généralement respectées, mais certains audits ont été présentés avec du retard, bien que les données comptables puissent facilement être obtenues sur demande.

#### **B. Enseignements tirés**

29. Des enseignements importants, qui sont résumés ci-dessous, ont été tirés durant la période du dernier COSOP. Ils seront pris en considération pendant la période du présent COSOP afin que les opérations du FIDA contribuent plus efficacement au développement.
30. **Promotion du microfinancement et des microentreprises.** Le FIDA a soutenu la réforme des politiques et des institutions du sous-secteur du microfinancement rural, ce qui comprend la rationalisation des programmes de crédit de l'État, la réglementation des activités d'épargne des institutions de microfinancement pour créer un cadre politique habilitant, ainsi que l'élimination des plafonds des taux d'intérêt pour les programmes de microcrédit. En outre, le programme de pays contribue à renforcer les institutions de financement publiques – telles que la Banque foncière des Philippines, la Société populaire de financement de crédit et la Société de garantie et de financement des petites entreprises – et aide nombre d'institutions de microfinancement à prendre leur envol ou à élargir leur rayonnement. Dernièrement, le FIDA a recentré minutieusement ses efforts sur la promotion des microentreprises, un sous-secteur qui a été négligé dans les activités de

développement du microfinancement. Le programme reconnaît la contribution des microentreprises à la réduction de la pauvreté et met l'accent sur le soutien stratégique afin d'éliminer les entraves à l'accès des MPME aux informations, aux installations et aux services, d'une part, et aux marchés, aux transports et aux facteurs de production, d'autre part.

31. Il ressort de ces activités de promotion que les microentreprises contribuent dans une large mesure à réduire la pauvreté, à accroître l'activité économique et à créer des emplois dans les régions rurales: a) lorsqu'elles bénéficient de services financiers qui leur assurent un fonds de roulement pour effectuer des investissements; b) lorsqu'elles peuvent obtenir des services autres que de crédit (conseils, acquisition de compétences et transfert de technologies); c) lorsqu'elles sont mieux organisées et mieux informées sur les prix et les marchés locaux, nationaux et internationaux pour y accéder plus facilement; et d) lorsque le contexte leur est favorable et les incite à prendre de l'expansion. S'agissant du financement de la formation et des services administratifs et institutionnels, les résultats obtenus ne nous aiguillent pas dans une direction bien précise, et les avis sont partagés. Selon certains spécialistes, on devrait d'abord financer les services par des dons pour ensuite instaurer progressivement le recouvrement intégral des coûts. L'expérience d'autres acteurs indique qu'il est essentiel d'intégrer un élément de recouvrement des coûts dès le départ, même s'il s'agit d'une contribution nominale en nature.
32. **Accès des populations pauvres aux ressources foncières et hydriques.** La concertation et le soutien aux projets ont également porté leurs fruits en matière de contrôle des actifs fonciers et hydriques par les populations rurales pauvres, les communautés bénéficiaires de la réforme agraire et les autochtones. Les projets bénéficiant de l'appui du FIDA facilitent les procédures relatives au régime foncier pour les communautés autochtones, ainsi que l'établissement des plans de protection et de développement durable des domaines ancestraux, une condition préalable à la délivrance du certificat de revendication du domaine ancestral et du certificat de propriété du domaine ancestral. Par l'entremise de la Commission nationale sur les peuples autochtones et grâce aux projets financés par le FIDA, les communautés autochtones ont pu établir certains des premiers plans de protection et de développement durable et certificats de propriété du domaine ancestral. Ces documents ont servi de modèles pour la mise en œuvre de la loi sur les droits des peuples autochtones. On peut donc conclure que les importantes améliorations liées au régime foncier permises par les projets ont facilité la réalisation non seulement de leurs objectifs d'amélioration de la gestion des ressources, mais également des objectifs généraux du FIDA, c'est-à-dire renforcer la prise en charge locale et améliorer l'accès à la terre.
33. **Gestion des ressources naturelles.** Des efforts importants ont été déployés dans le cadre des projets afin de contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. L'évaluation provisoire du premier projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera et l'examen à mi-parcours du projet de promotion des initiatives communautaires et de gestion des ressources dans le nord de Mindanao ont reconnu les efforts constructifs ayant mis en relief l'importance des régimes traditionnels d'aménagement forestier, des plans de gestion des ressources naturelles des *barangay*, du reboisement et de l'exécution des ordonnances environnementales locales. En revanche, on a également admis que ces activités louables ne faisaient pas contrepoids aux facteurs de dégradation de l'environnement dans les zones des projets et que les interventions n'étaient pas suffisamment coordonnées et intégrées à une stratégie de gestion des bassins hydrographiques. En tirant parti des résultats de l'évaluation, les projets viseront principalement à aider les communautés à conserver leurs bassins hydrographiques identifiés comme des sources essentielles d'eau pour l'irrigation et l'usage domestique. Ils continueront également à soutenir le reboisement des zones



dénudées et détériorées et l'adoption de meilleures pratiques de gestion. Sur la base des enseignements tirés des initiatives de gestion des ressources côtières réalisées dans le cadre des projets – et du manque de soutien à la gestion des ressources côtières du pays – le présent COSOP axé sur les résultats prévoit des dispositions afin d'aider certaines communautés marginalisées et pauvres à adopter des pratiques de gestion durable des ressources côtières.

34. **Changement climatique et catastrophes naturelles.** Les Philippines doivent composer avec un risque élevé de catastrophes naturelles provoquées par des facteurs tels que les tempêtes tropicales et les volcans, qui peuvent paralyser les opérations commerciales: en moyenne, 20 tempêtes tropicales balaient le pays chaque année. Elles sont généralement fréquentes et plus dévastatrices dans les îles septentrionales et orientales. Dans ces régions, la réalisation des projets est souvent entravée par ces catastrophes. Il convient donc de prendre des mesures d'adaptation et de précaution à l'égard de l'ensemble des opérations prévues par le programme de pays.
35. **Infrastructures rurales.** Dans nombre de zones de projet, des sous-projets relatifs aux infrastructures sont gérés efficacement par des comités de fonctionnement et d'entretien. Deux éléments assurent la viabilité des infrastructures rurales: l'UAL affecte des crédits à l'entretien et, en vertu du protocole d'accord conclu entre le projet et l'UAL prévoyant le transfert des infrastructures, cette dernière s'engage à les entretenir pendant une période de 10 ans. Cependant, dans certaines zones de projet, la viabilité des infrastructures rurales achevées a été jugée incertaine. Cela s'explique par la faiblesse des associations d'irrigation et des associations d'adduction et d'épuration des *barangay* créées dans le cadre des projets. Les UAL, qui sont responsables des routes reliant les zones de production et les marchés, ne sont pas toujours en mesure de les entretenir. De plus, les conditions climatiques et le relief de certaines régions requièrent un entretien plus fréquent que la normale. En pareil cas, il est non seulement nécessaire, mais également capital de bien choisir des emplacements témoins pour assurer la réussite du projet d'infrastructures rurales.
36. **Conflits et insécurité.** L'exécution de certains projets et programmes a souffert du climat d'insécurité et des troubles civils de faible envergure qui persistent dans nombre de régions du pays, surtout dans l'île de Mindanao et dans la région administrative de la Cordillera. En outre, les conflits d'intérêts qui continuent d'entraver l'application de la loi sur les droits des peuples autochtones – la question de savoir qui a compétence pour gérer les terres et les domaines ancestraux des peuples autochtones – sont à l'origine d'autres retards dans la réalisation de certains projets. En revanche, les subventions versées dans le cadre du projet des initiatives communautaires de l'ouest de Mindanao, qui visait à étayer les efforts déployés par le gouvernement dans le processus de paix, ont été bien reçues et ont contribué au désarmement et à la réinstallation de certains anciens combattants.
37. **Approches participatives impulsées par la demande à l'échelon des communautés.** Une participation active des bénéficiaires et des autres parties prenantes à la définition et à la préparation du projet donne de meilleurs résultats à long terme, car l'appropriation du projet et la détermination à en atteindre les objectifs sont plus grandes. Cependant, pour que les efforts soient plus fructueux, des processus participatifs doivent être mis en place avant le début du projet. Les projets futurs devraient avoir des mécanismes de ciblage opérationnels et investir davantage dans la réduction de la pauvreté. Le respect et l'appréciation des structures traditionnelles, ainsi que leur intégration au cadre institutionnel et aux activités devraient faire partie intégrante des fondements du projet.
38. **Renforcement des institutions et partenariats.** Une gestion décentralisée du projet ainsi que des systèmes et des procédures éprouvés donnent de meilleurs résultats que la gestion centralisée, dans la mesure où ils sont accompagnés d'un

soutien technique solide. Bien qu'elles aient été efficaces et réceptives lors des interventions qui se sont déroulées au niveau des communautés, les ONG les autres parties prenantes doivent faire l'objet d'un examen ou d'une évaluation attentive avant d'être invitées à participer à un projet. La création d'un comité réunissant différentes parties prenantes et la rédaction d'un guide énonçant les directives et les marches à suivre pour l'exécution du projet facilitent la sélection des fournisseurs de services. Enfin, le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles améliore les résultats de façon significative.

## **IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays**

### **A. Avantage comparatif du FIDA**

39. Le FIDA est un partenaire de développement unique aux Philippines. Il est le seul à s'employer exclusivement à aider le gouvernement et d'autres parties prenantes à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions rurales. Le FIDA a déployé beaucoup d'efforts en étroite collaboration avec nombre de partenaires et d'intéressés afin: a) de permettre aux couches les plus pauvres de la population rurale de se libérer de la pauvreté (notamment aux femmes et aux autochtones vivant dans les écosystèmes très fragiles et vulnérables des régions montagneuses de la Cordillera et de l'île de Mindanao); b) d'aider le gouvernement et les populations rurales pauvres à mettre en œuvre des approches novatrices en matière de réduction de la pauvreté rurale, en misant sur l'autonomisation participative de la communauté et en tirant parti des réseaux d'échanges de savoirs et des pratiques des autochtones, qui deviennent ainsi les principaux points d'accès et moyens clés pour assurer l'appropriation du projet par la communauté ainsi que l'efficacité et la viabilité du développement; c) de diffuser les savoirs qui reconnaissent et mettent en évidence à la fois la prépondérance de l'agriculture en tant que moyen de subsistance des populations rurales pauvres et les principaux éléments qui déterminent leur capacité d'augmenter leur productivité et leurs revenus; et d) de créer des partenariats solides d'égal à égal avec de nombreuses organisations (surtout: les Ministères des finances, de l'agriculture, de la réforme agraire, du budget et de la gestion, de l'environnement et des ressources naturelles, du commerce et de l'industrie; l'Autorité nationale de développement économique; les UAL; la Commission nationale anti-pauvreté; la Commission nationale sur les peuples autochtones; la Société populaire de financement et de crédit; la Banque de développement des Philippines; la Banque foncière des Philippines; la Société de garantie et de financement des petites entreprises), avec des ONG et avec les partenaires de développement (notamment la BASD, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, les organismes des Nations Unies et la Banque mondiale) afin de lutter contre la pauvreté par le biais de programmes de développement agricole et rural et de la concertation. Le FIDA est réputé pour la qualité de ses interventions et pour l'avantage comparatif qu'il détient dans plusieurs grandes sphères, notamment le développement et la promotion du microfinancement, la facilitation de l'accès des populations rurales pauvres aux ressources naturelles, la gestion des ressources naturelles ainsi que la prévention des conflits et l'édification de la paix par la réinstallation des anciens combattants. Toutes ces forces seront consolidées durant la période du COSOP 2010-2014.

### **B. Objectifs stratégiques**

40. Le FIDA s'emploiera à renforcer son avantage comparatif et, par conséquent, sa capacité de s'acquitter de sa mission ("œuvrer pour que les population rurales pauvres se libèrent de la pauvreté")<sup>6</sup>. Pour exploiter ce potentiel, il sera capital de collaborer avec les partenaires de développement, dans le respect de la priorité accordée à l'échelle mondiale à l'efficacité de l'aide et à la meilleure répartition des tâches entre les organismes de développement. Dans le cadre de sa stratégie de

<sup>6</sup> FIDA, *Cadre stratégique du FIDA 2007-2010* (Rome, 2007).

pays, le FIDA continuera de soutenir la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté rurale à moyen terme du gouvernement<sup>7</sup>, qui sont étroitement alignés sur les OMD. Conformément à l'objectif prépondérant d'habiliter les ruraux pauvres des Philippines, hommes et femmes, à augmenter leurs revenus et à améliorer leur sécurité alimentaire, le COSOP comporte les trois objectifs stratégiques suivants<sup>8</sup>:

- a) **Objectif stratégique 1: rendre les ressources foncières et hydriques plus accessibles aux ménages pauvres des régions montagneuses des 20 provinces les plus pauvres (voir paragraphe 40), surtout aux autochtones et aux bénéficiaires de la réforme agraire, et leur permettre de les exploiter de façon durable dans un but lucratif, tout en ayant accès aux infrastructures socio-économiques publiques essentielles.** Certains des principaux indicateurs de la réalisation de l'objectif stratégique 1 sont les suivants: i) au moins 50% des ménages pauvres des régions montagneuses cibles détiennent un instrument approprié leur accordant un droit de jouissance des terres qu'ils occupent ou exploitent; ii) 50% des ménages pauvres détenant un tel instrument ont accru leurs revenus de 15%; iii) 50% des ménages ciblés ont adopté au moins une pratique écologiquement viable pour assurer leur subsistance; iv) le nombre d'hectares de terres détériorées ou dénudées qui sont visées par des pratiques de gestion améliorées; v) 50% des ménages pauvres des régions montagneuses cibles disent avoir accès à une source sûre d'eau pour l'irrigation et l'usage domestique; vi) la flore et la faune existantes sont préservées.
- b) **Objectif stratégique 2: Rendre les marchés et les services financiers ruraux plus accessibles aux entrepreneurs pauvres de certaines régions rurales, surtout des Visayas et de Mindanao (Nord, Ouest, Sud, Est et Centre) afin qu'ils puissent réaliser et renforcer des initiatives agricoles, extra-agricoles ou non agricoles, ou des microentreprises, et améliorer les chaînes de valeur des systèmes agro-alimentaires à leur profit.** Les principaux indicateurs de la réalisation de l'objectif stratégique 2 sont les suivants: i) 20% des entrepreneurs pauvres des régions cibles ont accès aux facilités de microfinancement rural et aux marchés; ii) 50% des bénéficiaires cibles qui se livrent à des activités de subsistance à dominance agricole respectueuses de l'environnement ont renforcé leur capacité de répondre à leurs besoins fondamentaux; iii) 25% des entrepreneurs pauvres qui avaient des activités de subsistance à dominance agricole les ont diversifiées ou élargies.
- c) **Objectif stratégique 3: permettre à certaines communautés marginalisées et pauvres de Bicol, des Visayas orientales, du nord de Mindanao et de la Région autonome du Mindanao musulman qui dépendent des ressources côtières d'exploiter de façon durable les ressources halieutiques et d'autres ressources côtières productives, d'adopter des pratiques de gestion durable et de diversifier leurs moyens de subsistance pour répondre à leurs besoins fondamentaux (surtout alimentaires).** Les principaux indicateurs de la réalisation de l'objectif stratégique 3 sont les suivants: i) les stocks de poisson se sont accrus de 5% dans les régions côtières cibles; ii) les prises de poisson par unité d'effort ont augmenté de 25%; iii) 50% des bénéficiaires cibles, y compris les femmes chefs de ménage, sont en mesure d'offrir régulièrement trois repas par jour à leur famille; iv) les règles et les règlements sur la

<sup>7</sup> Autorité nationale de développement économique, Plan de développement à moyen terme des Philippines 2004-2010, [www.neda.gov.ph/ads/mtpdp/MTPDP2004-2010/PDF/MTPDP2004-2010.html](http://www.neda.gov.ph/ads/mtpdp/MTPDP2004-2010/PDF/MTPDP2004-2010.html).

<sup>8</sup> Appendice III, Cadre de gestion des résultats du COSOP des Philippines (2008-2012).

gestion des ressources côtières sont mieux respectés, le nombre d'arrestations ayant diminué de 25%; v) 50% des pêcheurs des régions cibles ont adopté des techniques de pêche durables et écologiques; vi) le nombre d'hectares de mangroves détériorées qui ont été restaurées; vii) le nombre d'hectares de littoral détérioré dont l'état s'est amélioré.

41. Les principales questions à facettes multiples qui seront abordées sont les suivantes:
- a) la gestion des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique et des catastrophes naturelles, notamment au moyen de mécanismes d'atténuation et de paiement des services environnementaux pour les peuples autochtones;
  - b) l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les programmes de développement et la formulation des politiques, ainsi que lors de l'évaluation des répercussions du changement climatique ventilées par sexe;
  - c) le soutien au programme de décentralisation vers les UAL et les organisations paysannes et leurs plates-formes;
  - d) la poursuite l'innovation;
  - e) la mobilisation des envois de fonds;
  - f) l'adoption rigoureuse du programme de gestion des savoirs du FIDA.

### C. Perspectives d'innovation

42. Le potentiel d'innovation et d'application à plus grande échelle est important. Pour l'exploiter, il convient de faire fond sur l'avantage comparatif du FIDA et sur l'expérience qu'il a acquise dans les créneaux des objectifs stratégiques, et d'assimiler et améliorer les enseignements tirés des pratiques et des réseaux d'échanges de savoirs locaux. Dans le cadre de **l'objectif stratégique 1**, le programme de pays:
- a) renforcera davantage l'établissement des plans de protection et de développement durable des domaines ancestraux en vue de la délivrance des certificats de revendication du domaine ancestral et des certificats de propriété du domaine ancestral, et collectera des informations sur les lois coutumières et les pratiques traditionnelles;
  - b) fera la promotion de systèmes de production appropriés et durables qui procurent un meilleur rendement dans les régions montagneuses.
- Dans le cadre de **l'objectif stratégique 2**, le programme:
- a) élaborera des activités de développement de l'agroalimentaire et des chaînes de valeur en partant du principe que les ménages pauvres, qui n'exercent actuellement aucune influence sur les prix dans des marchés volatils et peu transparents, ont vraiment intérêt à pénétrer des créneaux haut de gamme où ils peuvent obtenir des prix supérieurs – ce qui suppose une organisation minutieuse de l'ensemble de la chaîne de valeur;
  - b) fera précéder toutes les interventions par une sensibilisation des exploitants – emprunteurs à l'importance de l'épargne et du microcrédit et par un perfectionnement des compétences en matière de création de microentreprises;
  - c) tirera parti des synergies entre la promotion du microfinancement et celles des microentreprises pour réduire la pauvreté et créer des emplois, sans renoncer à la rentabilité.
- S'agissant de **l'objectif stratégique 3**, le programme aidera les communautés côtières isolées:
- a) à trouver des façons de renforcer leur environnement fragile, d'augmenter leurs revenus au maximum et de les diversifier, et de réduire leur isolement, en utilisant les dons et les prêts mis à leur disposition et en faisant appel à d'autres organismes tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
  - b) à adopter des pratiques de gestion des ressources côtières qui intègrent la protection de l'environnement, la restauration des mangroves, le développement de récifs coralliens artificiels, la création de sanctuaires marins, l'aquaculture et l'écotourisme.
43. Dans le cadre de **l'ensemble des objectifs stratégiques**, on s'efforcera:
- a) de mobiliser, par l'entremise d'organisations nationales et d'autres moyens, les envois des travailleurs expatriés à des fins productives (investissements dans les infrastructures, les entreprises non agricoles, l'acquisition de compétences et l'adoption de technologies agricoles permettant d'accroître le rendement);
  - b) de réaliser sur la base d'évaluations des vulnérabilités et des risques, des interventions pilotes visant à renforcer la capacité des groupes cibles de s'adapter au changement climatique et aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine, c'est-à-dire:

- i) élaborer des produits financiers ruraux appropriés, y compris une assurance contre les dommages que les conditions météorologiques extrêmes peuvent faire subir aux récoltes et aux biens, et contre d'autres conséquences du changement climatique;
- ii) analyser les technologies et les techniques permettant d'atténuer le risque de dommages aux récoltes, aux entreprises et aux biens grâce à des concepts et à des pratiques agricoles guidés par la prudence. En outre, bien que cela ne s'inscrive pas dans son mandat, le FIDA peut, au besoin, apporter une aide d'urgence comme en 2008, dans le cadre du programme d'accroissement rapide de la production alimentaire, qui visait à atténuer la montée en flèche des prix des denrées.

#### **D. Stratégie de ciblage**

- 44. L'aide du FIDA continuera d'être destinée aux régions rurales affichant les taux de pauvreté et de famine les plus élevés à l'échelle des provinces, des municipalités et des *barangay*. Le Fonds ciblera tout particulièrement les 20 provinces les plus pauvres désignées chaque année par le gouvernement. Pour 2008-2009, il s'agit des provinces suivantes: Abra, Agusan del Sur, Apayao, Kalinga, Lanao del Norte, Lanao del Sur, Maguindanao, Masbate, Misamis occidental, Mt. Province, Nigros oriental, Samar du Nord, Mindoro occidental, Mindoro oriental, Saranggani, Sulu, Surigao del Norte, Surigao del Sur, Tawi-tawi et Zamboanga del Norte.
- 45. C'est dans nombre de ces provinces – surtout les zones de conflit de la région administrative de la Cordillera et de l'île de Mindanao (notamment la région autonome du Mindanao musulman) – que les autochtones sont les plus nombreux. On utilisera des outils et des techniques de diagnostic appropriés (par exemple le classement par évaluation participative de la richesse) pour cibler les habitants de ces régions qui vivent dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire et qui peuvent également tirer parti des possibilités qui leur sont offertes. Cela comprend les groupes clés suivants: les autochtones et les autres groupes marginalisés tels que les ménages dirigés par une femme et les colons des régions montagneuses; les bénéficiaires de la réforme agraire; les petits exploitants agricoles; les pêcheurs côtiers artisanaux; les travailleurs agricoles et les paysans sans terre; les micro- et petits entrepreneurs; les UAL des communautés pauvres. De plus, des ressources seront affectées au renforcement des capacités des entités – organismes publics et privés et ONG – qui fournissent un soutien et des services aux groupes ciblés par le FIDA.
- 46. Les groupes et les régions géographiques cibles correspondent aux secteurs les plus vulnérables visés par les stratégies de réduction de la pauvreté du gouvernement. Ce ciblage concorde également avec celui de la stratégie de pays précédente (1999-2009). Le développement continuera d'être envisagé principalement sous l'angle de la participation communautaire, et la stratégie d'exécution du programme sera axée sur la demande émanant des communautés, les partenariats locaux et la création de liens, surtout avec les UAL. Enfin, le programme soutiendra les politiques gouvernementales afin d'assurer la convergence de ses actions et de celles des divers organismes ruraux et la cogestion avec ces derniers, dans une optique de développement rural durable.

#### **E. Articulation au niveau des politiques**

- 47. Eu égard aux objectifs des politiques et aux mesures institutionnelles décrits dans le plan à moyen terme du gouvernement, les objectifs stratégiques et le programme de pays accorderont une attention particulière à un certain nombre de dimensions et d'articulations au niveau des politiques. Premièrement, les initiatives d'amélioration du régime foncier et de délivrance des titres<sup>9</sup> seront étendues à d'autres régions s'il s'avère qu'elles réussissent à autonomiser les ruraux pauvres, notamment les populations autochtones et les exploitants non propriétaires, et l'accès aux

---

<sup>9</sup> Cela comprend le Certificat de revendication du domaine ancestral et le certificat de propriété du domaine ancestral au titre de la loi sur les droits des peuples autochtones, les certificats d'attribution de la propriété foncière des bénéficiaires de la réforme agraire, et les titres fonciers des petits exploitants.

ressources naturelles sera amélioré. Deuxièmement, le soutien à la promotion de la microentreprise et aux mécanismes efficaces d'octroi de microcrédits mettra l'accent sur les contraintes politiques et réglementaires ainsi que sur les possibilités qui s'offrent à tous les acteurs (microentrepreneurs, institutions de microfinancement, fournisseurs de services de développement des entreprises, UAL, etc.).

Troisièmement, le soutien aux politiques gouvernementales de transfert des responsabilités et de décentralisation prendra plusieurs formes, notamment le renforcement de la capacité des UAL, des institutions locales (organisations paysannes ou populaires), des organismes de l'administration centrale et des acteurs privés à assurer des services aux groupes cibles du FIDA. Ces services comprennent notamment le développement et l'entretien des infrastructures rurales, la vulgarisation agricole, les maillages avec les marchés et les services financiers ruraux. Quatrièmement, la rémunération des services fournis par les autochtones et d'autres groupes a déjà été mise à l'essai dans le cadre d'autres projets réalisés dans le pays avec le soutien du FIDA, et sera extrapolée à plus grande échelle. Une série de processus participatifs mettant à contribution les parties prenantes – entre autres des petits groupes de discussion et des ateliers annuels – permettra de cerner les grands enjeux et de formuler des recommandations, lesquels seront relayés aux décideurs nationaux pour être intégrés au débat sur les grandes orientations et au processus d'élaboration des politiques.

48. Afin que tous ces efforts portent fruit, il importe d'aider le gouvernement à maintenir les engagements pris à l'égard de l'agriculture et des régions rurales, compte tenu des contraintes budgétaires qui pourraient l'obliger à accorder la priorité à d'autres secteurs. À cette fin, il sera tenu compte des éventualités suivantes: a) une restructuration et une rationalisation des administrations publiques pourrait avoir lieu; b) en raison de contraintes budgétaires, les fonds de contrepartie limités pourraient être convoités, compromettant ainsi l'exécution de certains projets ruraux; c) des changements de cap pourraient s'effectuer suite à l'élection d'un nouveau gouvernement; d) des chocs externes pourraient advenir. En prévision de telles éventualités, les projets réalisés dans le cadre du programme de pays comporteront une marge de manœuvre suffisante.

## **V. Gestion du programme**

### **A. Gestion du COSOP**

49. Les indicateurs énoncés dans le cadre de gestion des résultats du COSOP serviront de fondements aux évaluations périodiques coïncidant avec des moments stratégiques de la période du COSOP. En particulier, afin de pouvoir mesurer les progrès réalisés et les obstacles, le COSOP sera évalué chaque année à l'occasion de l'examen du programme de pays, qui sera effectué par le FIDA en collaboration avec le gouvernement (l'Autorité nationale de développement économique et le Ministère des finances). Participeront également à ces examens: des gestionnaires des programmes et des projets soutenus par le FIDA; des représentants des organismes et des ministères techniques concernés (Ministères de l'agriculture, de la réforme agraire, de l'environnement et des ressources naturelles, du commerce et de l'industrie; Commission nationale sur les peuples autochtones; Commission nationale anti-pauvreté); des représentants des institutions de financement publiques et d'autres partenaires de développement intéressés. Tous ces acteurs formeront l'équipe de gestion du programme de pays.
50. Les indicateurs du cadre de gestion des résultats du COSOP seront mesurés au départ, à intervalles réguliers et aux grandes étapes du projet, par exemple lors de l'évaluation à mi-parcours et à l'achèvement. Pour ce qui est des objectifs de développement des projets, les données seront, dans la mesure du possible, tirées de publications sur les politiques et les pratiques et, éventuellement, d'enquêtes de référence à diffusion restreinte et d'enquêtes aléatoires périodiques, destinées à mesurer l'évolution dans le temps (avant et après) et dans l'espace (inclusion et

exclusion du résultat). À moyen terme, des données seront fournies par des enquêtes périodiques menées auprès de groupes cibles, par exemple les femmes, les populations autochtones, les petits entrepreneurs et les UAL.

51. Les conclusions des examens du programme de pays seront intégrées à un rapport d'étape annuel sur l'exécution du COSOP sur la base du cadre de gestion des résultats et de ses indicateurs. L'examen à mi-parcours du COSOP aura lieu vers le milieu de 2012, et l'évaluation terminale fin 2014. Lors des examens annuels et à mi-parcours, on s'efforcera d'harmoniser les priorités du COSOP avec les nouvelles politiques et priorités du gouvernement et avec la politique institutionnelle révisée du FIDA, le cas échéant.

## **B. Gestion du programme de pays**

52. Les nouvelles difficultés à surmonter dans l'exécution du programme de pays pour les Philippines font ressortir la nécessité d'une gestion novatrice du programme. Le COSOP sera géré par l'équipe de gestion du programme de pays sous la direction du chargé de programme de pays. Ce dernier sera secondé sur place par un facilitateur de la gestion du programme de pays/responsable de la gestion des savoirs. Un consultant sous contrat à durée déterminée s'acquitte actuellement de ces fonctions; ce poste pourrait devenir un poste permanent à temps plein au FIDA lorsque les politiques pertinentes sur la présence dans le pays auront été mises en œuvre. Des membres du personnel rattachés au siège du FIDA et des représentants des ministères d'exécution et des organismes de surveillance associés au programme de pays sont également des membres permanents de l'équipe de gestion.
53. Durant la période du COSOP, des efforts mieux concertés seront déployés afin de renforcer davantage les synergies entre les projets en cours et les nouveaux projets d'investissement. Il s'agira de tirer parti des meilleures pratiques élaborées par le projet de mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie-Pacifique (ENRAP), un projet financé par le FIDA et le Centre de recherches pour le développement international (Canada), qui a joué un rôle important dans la collecte et l'échange des enseignements entre les projets du FIDA et les partenaires du pays. De telles synergies faciliteront également l'harmonisation de tous les projets qui se poursuivront durant la période du nouveau COSOP.
54. En 2006-2007, le Conseil d'administration a approuvé de nouvelles politiques et décisions en matière de supervision et d'appui à l'exécution. Cela s'est traduit, en 2007, par le transfert au FIDA de la responsabilité complète de deux projets qui relevaient du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (le projet de promotion des initiatives communautaires et de gestion des ressources dans le nord de Mindanao et le programme de promotion de la microentreprise rurale. Par conséquent, au début de 2008, le FIDA supervisait tous les projets réalisés aux Philippines. Cet arrangement sera maintenu dans la période du nouveau COSOP. Cependant, il est prévu que la supervision d'au moins un nouveau projet soit confiée à la BASD ou à la Banque mondiale, expressément dans le but de permettre la concertation et un partage des savoirs avec ces institutions.
55. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide visait à promouvoir la prise en charge nationale du développement, à aligner l'aide sur les priorités des pays, à harmoniser les processus et les procédures et à instaurer une gestion axée sur les résultats. Sur la base de la Déclaration, un accord unique a été conclu avec l'Autorité nationale de développement économique. Aux termes de cet accord, l'Autorité cosuperviserait tous les projets et programmes du FIDA durant la période du COSOP et: a) participerait à des missions de supervision en dirigeant certaines, en détachant un à trois membres de son personnel selon la nature de la mission (légère ou lourde); b) aura la possibilité d'être représentée par au moins un membre débutant par mission à des fins de formation. Le FIDA, de son côté, sera représenté au sein de chaque mission par le chargé de programme de pays ou le facilitateur/responsable de la gestion des

savoirs et un ou deux experts-conseils recrutés à l'échelle internationale. Cet arrangement spécial sera évalué périodiquement pour être amélioré.

### C. Partenariats

56. **Partenaires publics.** L'Autorité nationale de développement économique est le principal partenaire stratégique du FIDA dans le pays, alors que le Ministère des finances et le Ministère du budget et de la gestion sont ses principaux partenaires dans la négociation des modalités d'accès aux dons et prêts du Fonds et, au besoin, de la négociation de la restructuration de la dette. Au niveau opérationnel, le FIDA entretiendra des relations étroites avec les quatre principales institutions de développement rural, à savoir le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la réforme agraire, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et le Ministère du commerce et de l'industrie. De plus, les ressources de microfinancement fournies par la Banque foncière des Philippines dans le cadre des projets soutenus par le FIDA dans le passé sont principalement octroyées par la Société populaire de financement et de crédit. La Société de garantie et de financement des petites entreprises du Ministère du commerce et de l'industrie a été chargée de fournir du crédit de gros au programme de promotion de la microentreprise rurale. Pour l'objectif stratégique 1, les principaux partenaires sont les Ministères de l'agriculture, de la réforme agraire, et de l'environnement et des ressources naturelles; pour l'objectif stratégique 2, les Ministères de l'agriculture, de la réforme agraire, et du commerce et de l'industrie; pour l'objectif stratégique 3, les Ministères de l'agriculture, de la réforme agraire et de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que la Commission nationale sur les peuples autochtones. Le FIDA établira également des partenariats avec des UAL. En vertu du code qui les régit, les administrations locales peuvent affecter des fonds au développement et cofinancer ainsi les projets soutenus par le FIDA.
57. **Donateurs.** Le FIDA maintient des liens directs solides avec la BASD, la FAO, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, et a réalisé ses projets dans l'île de Mindanao en étroite collaboration avec des projets financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), par exemple le programme Growth with Equity in Mindanao. Pour ce qui est du cofinancement direct, la BASD, la Commission européenne et le Fonds de l'OPEP pour le développement international sont les principaux partenaires du FIDA, qui coopère également depuis peu avec la FAO dans le cadre du programme d'accroissement rapide de la production alimentaire, qui a été approuvé récemment. Le partenariat avec la Banque mondiale a été axé surtout sur l'échange de savoirs et l'apprentissage, et le PNUD a bien joué son rôle de trait d'union avec le PNUAD et d'autres organismes des Nations Unies. Ces partenariats seront renforcés durant la période du prochain COSOP, éventuellement par des accords de cofinancement avec: a) la BASD (objectif stratégique 1: la planification d'un projet qui serait réalisé avec le FIDA en 2010 est à un stade avancé); b) l'agence allemande de coopération technique (GTZ), l'USAID et l'ACDI, pour des services de soutien agroalimentaire aux MPME (objectif stratégique 2); c) le PNUD et la FAO, surtout pour la pêche et la gestion des ressources naturelles (objectif stratégique 3). La collaboration envisagée avec l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI) dans le cadre du programme de promotion de la microentreprise rurale et avec le Programme alimentaire mondial dans le cadre du programme d'accroissement rapide de la production alimentaire ne s'est pas concrétisée, mais de nouvelles tentatives seront effectuées au cours de la période du nouveau COSOP.
58. **ONG, universités, organismes de recherche et secteur privé.** Un grand nombre d'ONG, d'organisations populaires ou paysannes et d'établissements universitaires ont collaboré efficacement avec le FIDA et jouent un rôle capital dans les programmes de réduction de la pauvreté rurale. Ils seront invités à établir des liens avec les communautés pauvres à des fins de sensibilisation et d'organisation



communautaire, de renforcement des capacités, de maillages avec les marchés, de recherche, de vulgarisation, et de promotion de technologies appropriées dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles.

#### **D. Gestion des savoirs et communication**

59. La stratégie de gestion des savoirs et de communication, qui est ancrée dans la stratégie de base du FIDA en matière de gestion des savoirs et d'adoption des meilleures pratiques connues, contribuera à la réalisation des objectifs stratégiques. Premièrement, les processus d'échange des savoirs et d'apprentissage seront améliorés par: a) des réunions annuelles visant à évaluer la performance de chaque projet et du programme dans son ensemble; b) des "salons" annuels des savoirs et de l'apprentissage permettant de partager les innovations et les bonnes pratiques; c) des actualisations périodiques des notes accordées par le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et des analyses circonstanciées reposant sur les examens du cadre de développement rural; d) des études et des ateliers/séminaires sur les dimensions du COSOP. Au niveau des projets, des missions de supervision et de soutien à l'exécution amélioreront les processus – par exemple, les ateliers préparatoires, la révision des cadres logiques et du ciblage – ainsi que le renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation des projets et du programme dans son ensemble. Deuxièmement, une stratégie de communication participative sera élaborée afin de mettre en place une infrastructure propice à la diffusion des savoirs, qui consistera en un site web national, créé et maintenu avec l'aide des projets et des partenaires de développement. Le recours à d'autres infrastructures et outils, par exemple les rencontres individuelles, les bulletins, les autres publications et supports (radio, théâtre, etc.) sera également encouragé. Enfin, on favorisera l'instauration d'une culture du partage des savoirs et de l'apprentissage au sein des projets du FIDA, parmi les partenaires et entre eux, en intégrant la gestion des savoirs à l'étape de l'élaboration des nouveaux projets, aux processus d'établissement des plans de travail et budgets annuels, et au suivi et à l'évaluation.

#### **E. Cadre de financement SAFP**

60. Le COSOP pour les Philippines chevauche deux cycles du SAFP du FIDA. Pour le cycle actuel (2007-2009), l'allocation totale du pays est d'environ 43,9 millions d'USD. De ce montant, 27,0 millions d'USD ont servi à cofinancer le second projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera, qui a été approuvé par le Conseil d'administration en avril 2008, et 15,9 millions d'USD ont été engagés en décembre 2008 pour cofinancer le programme d'accroissement rapide de la production alimentaire. La prochaine période d'allocation du SAFP (2010-2012) coïncide avec la huitième reconstitution des ressources du FIDA. Les allocations pour les pays n'ont pas encore été calculées pour ce cycle, mais l'allocation prévue pour les Philippines devrait correspondre à tout le moins au montant de l'allocation moyenne du cycle 2007-2009 (tableau 1).

Tableau 1  
**Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP**

<i>Indicateurs – première année du COSOP (2009)</i>	<i>Évaluation du cadre sectoriel de développement rural</i>	<i>Notes du secteur rural</i>
A i)	Politiques et cadre juridique encadrant les organisations rurales	5,00
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,50
B i)	Accès à la terre	4,00
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	4,25
B iii)	Accès à la de recherche agricole et aux services à la vulgarisation	4,00
C i)	Conditions favorisant la mise en place de services financiers ruraux	4,75
C ii)	Climat d'investissement pour les entreprises rurales	4,00
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,75
D ii)	Représentation	4,33
E i)	Allocation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	4,00
E ii)	Obligation de rendre des comptes, transparence et corruption dans les zones rurales	4,00
	<b>Somme des notes cumulées pour le cadre sectoriel de développement rural</b>	<b>194,00</b>
	<b>Moyenne des notes cumulées pour le cadre sectoriel de développement rural</b>	<b>4,38</b>
	<b>Notes projets à risque (PAR) (moyenne mobile pour 2008)</b>	<b>4,0</b>
	<b>Note globale du pays (2008)</b>	<b>6 891</b>
	<b>Allocation annuelle moyenne (2007-2009, en millions d'USD)</b>	<b>14,67</b>

61. L'allocation retenue dans l'hypothèse de référence est établie à partir des notes de performance du secteur rural pour 2009 et des notes d'évaluation de la performance du programme de pays. Toutes variables égales d'ailleurs, une augmentation de la note PAR de 4,0 à 5,0 et une augmentation de la note de performance du secteur rural de 0,30 majoreraient l'allocation du pays de 31%. Si la note PAR passait à 3,0 et si la note de performance du secteur rural diminuait de 0,30, l'allocation serait réduite de 27% (tableau 2).

Tableau 2  
**Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays**

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	3	4,08	-27%
<b>Hypothèse de référence</b>	<b>4</b>	<b>4,38</b>	<b>0%</b>
Hypothèse haute	5	4,68	31%

62. Les ressources financières mises à disposition au titre du COSOP seront affectées à trois programmes complémentaires en vue de la réalisation des trois objectifs stratégiques. S'il y a lieu, les programmes compléteront les initiatives du gouvernement, telles que le programme d'atténuation rapide de la faim et le

programme global de renforcement des moyens de subsistance et d'aide d'urgence. Lors des consultations menées auprès des parties prenantes, il a été convenu de distribuer l'allocation du pays comme suit: 50% pour l'objectif stratégique 1 (développement des régions montagneuses); 30% pour l'objectif stratégique 2 (développement agroalimentaire); 20% pour l'objectif stratégique 3 (gestion des ressources côtières). L'Autorité nationale de développement économique et la BASD ont déjà demandé au FIDA d'envisager de s'associer à un éventuel un programme intégré de gestion des ressources naturelles et de l'environnement qui devrait être prêt en 2010. S'il est accepté, ce programme serait la première intervention soutenue par le FIDA dans le cadre du nouveau COSOP. La deuxième intervention prioritaire porterait sur le développement agroalimentaire et pourrait s'amorcer au début de 2011. La troisième intervention prioritaire serait liée à la gestion des ressources côtières et devrait pouvoir débuter à la fin 2012. Le FIDA en étant à ses premières armes dans ce secteur aux Philippines, l'élaboration du projet serait précédée d'un projet témoin financé par un don qui permettrait au Fonds et aux autres partenaires de mieux se préparer à une intervention majeure.

## F. Risques et gestion des risques

63. Le COSOP comporte certains risques qui doivent faire l'objet d'un suivi attentif si l'on veut éviter qu'ils n'entraient l'exécution des projets ou du programme.
64. **Objectifs stratégiques 1 et 3.** Le fait que le rôle de l'administration centrale et des UAL en ce qui concerne les responsabilités fonctionnelles (telles que la vulgarisation) ne soit pas clairement délimité, l'insuffisance des transferts financiers et des ressources affectées aux UAL et aux ministères d'exécution, ainsi que la capacité déficiente des UAL, mettent en péril la réussite des politiques de transfert des responsabilités et de décentralisation qui sont essentielles à l'exécution du COSOP. De plus, la gestion des ressources naturelles risque d'être négligée dans la politique de développement en raison: a) de la priorité accordée à l'objectif de croissance rapide; b) du manque de volonté des décideurs de prendre des mesures à l'endroit de la mauvaise gestion; c) de la faiblesse des institutions nationales et locales. Le FIDA collaborera avec les décideurs et les autres partenaires afin d'atténuer ces risques par une délimitation plus nette des responsabilités, des transferts budgétaires plus efficaces et le renforcement des capacités.
65. **Objectif stratégique 2.** La réalisation de cet objectif se heurte à plusieurs risques. Premièrement, la réalisation de projets sous la houlette du programme en l'absence d'une participation adéquate du secteur privé doit être découragée, car le savoir-faire et les contacts des co-investisseurs sont indispensables. Afin de minimiser ce risque, un certain nombre de co-investisseurs seront identifiés à l'étape de l'élaboration de projets connexes. Deuxièmement, les carences des procédures appliquées pour promouvoir l'agroalimentaire et les MPME, alliées à la faiblesse des institutions, entraveront l'exécution des projets. Afin de réduire ces risques, on veillera à ce qu'une assistance technique adéquate soit fournie et à ce que l'élaboration et l'exécution des projets soient flexibles. Troisièmement, des risques externes liés aux marchés prennent la forme de fluctuations de la demande et des prix. Pour les atténuer, on laissera aux entreprises agroalimentaires et aux MPME une certaine marge de manœuvre afin qu'elles puissent rediriger les ressources à l'intérieur des marchés. Quatrièmement, le degré de concurrence sur le marché du microfinancement ne favorise vraisemblablement pas la fourniture rentable et efficace de services financiers aux pauvres. Le FIDA collaborera avec des partenaires clés pour s'assurer que la progression des réformes et des innovations demeure satisfaisante.
66. **Risques associés à l'instabilité politique et aux catastrophes naturelles.** Les autres risques exogènes sont les suivants: a) l'instabilité politique persistante attribuable à la méfiance existant entre le gouvernement et l'opposition, qui a pour ainsi dire paralysé le dialogue politique dans le pays et est à l'origine de deux

tentatives de coup d'État; b) les catastrophes naturelles provoquées par les typhons, les tempêtes tropicales, les inondations, les glissements de terrain et les éruptions volcaniques peuvent perturber les opérations commerciales et occasionner des pertes de vies humaines et des dommages aux biens; c) les troubles civils de faible envergure et le brigandage, surtout dans l'île de Mindanao, mais également dans d'autres régions rurales telles que la région administrative de la Cordillera, entravent sérieusement l'exécution des projets, tout particulièrement ceux qui ciblent les populations autochtones, qui se trouvent souvent dans les zones de conflit. Là encore, pour atténuer ces risques, les projets seront flexibles et adaptés aux circonstances.

## COSOP consultation process

1. Recognising the scope and number of stakeholders that must be consulted in the preparation of the COSOP, two regional and one national broad-based consultations were carried out as follows:
  - a) October 2004 in Cagayan de Oro City for the southern regions of the country, namely Mindanao and Visayas. It was attended by 28 participants;
  - b) November 2004 in Baguio City for the northern regions, mainly those on Luzon Island. Attended by 27 participants;
  - c) January 2005 for the national consultation held in Cebu City to which many donors (bilateral and multilateral) agencies participated. It was attended by 64 representatives of Government Departments, donors (bilateral and multi-lateral), NGOs, and civil society organizations.
2. The general objective of these Consultations were to learn from the rich and varied experiences of the stakeholders as these relate to the government's poverty reduction strategies and get the stakeholders' comments and recommendations to facilitate the preparation of a suitable Philippines COSOP for IFAD. Specifically, the consultation workshops attempted to:
  - a) Present topical and cross cutting issues papers and solicit comments and recommendations of the participants on the various topics presented;
  - b) Identify priorities and assess opportunities and constraints to the development of a National Strategy for Rural Poverty Reduction in relation to the MTPDP;
  - c) Arrive at a consensus on the key issues and concerns that must be incorporated in the national framework for poverty reduction; and
  - d) Identify emerging and crosscutting issues on gender, rural institutions/NGOs, rural policy framework and remittances that can affect rural poverty reduction efforts in the country.
3. To facilitate the discussions during the workshops a study team<sup>1</sup> composed of well-respected experts on policy and implementation analysis, academicians, advisors on rural development and practitioners from both public and private sector were contracted to undertake background analysis/studies of several topical and cross-cutting issues relevant for rural development in the Philippines, prepare short issues papers and present them to the stakeholder workshop participants. Thus a more complete perspective of the various issues and concerns related to rural poverty and efforts to reduce it were provided for the consultations. Participants in the consultations included all stakeholders namely: concerned government agency representatives (agriculture, trade and industry, environment, and agrarian reform), civil society representatives, labour groups, donor institution representatives, private sector representatives, local government officials, academe, and implementers of earlier and ongoing IFAD projects in the Philippines.
4. Both the participative and consultative approaches were used during the workshops to elicit the most constructive and realistic comments and recommendations from the participants that could enhance the content and substance of the COSOP. Each relevant line Department was given a chance to present its sectoral thrusts and priorities followed by the presentation of the topical and cross cutting issues papers. After the presentation of each member of the study team, an open forum/discussion

---

<sup>1</sup> The team was led by Dr. Arsenio M. Balisacan (Head of SEARCA), and comprised of Dr. Gilberto M. Lanto (micro-finance expert), Ms. Toby C. Monsod (indigenous peoples expert), Dr. Alex B. Brillantes, Jr. (devolution and decentralization expert), Dr. Nicomedes D. Briones (environmental sustainability and farming systems expert), Ms. Ofelia M. Templo (gender specialist), Father Francis B. Lucas and Mr. Raul P. Gonzales (rural institutions experts), and Dr. Fernando T. Aldaba (remittances expert).

was made to immediately solicit comments and clarifications from the participants. This was aimed at ensuring that both the study group and the participants understood the issues and are addressing the concerns from similar perspectives to arrive at a consensus that can be seriously considered in preparing the COSOP. It is however, understood that while a consensus or agreement during the consultation workshops is ideal, a total consensus on all points was not aimed for.

5. To guide the discussions during the workshops the UNDAF, and IFAD's strategies for rural poverty reduction in Asia and the Pacific with a special focus on the Philippines were also presented. These were further enhanced by the presentation of the lessons learned from IFAD supported projects in the Philippines given by the Managers of the various ongoing Projects.

**Table 1: Topical Papers that fed into the Stakeholder Consultations and the COSOP**

<b>Background Papers Prepared</b>	<b>Contents of the Papers</b>
Topical Issue Papers on <ul style="list-style-type: none"> <li>• Microfinance</li> <li>• Indigenous People Minorities / Conflict Management</li> <li>• Livelihood /Farming Systems /Environment</li> <li>• Local Government and Decentralization</li> </ul>	Sectoral Prioritized Strategies, Strengths, Constraints, Opportunities and Threats for Rural Poverty Reduction (to be annexed to the Country Strategic Opportunities Paper)
Cross Cutting Issue Papers on <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gender</li> <li>• Rural institutions/NGOs</li> <li>• Rural policy framework</li> <li>• Remittances</li> </ul>	Prioritized Strategies, Strengths, Constraints, Opportunities and Threats for Rural Poverty Reduction

6. Detailed proceedings from all the three workshops/consultations were prepared and are available in IFAD records. These were subsequently synthesised into the draft COSOP.
7. Meanwhile, the plans to submit, in May 2005, the draft COSOP proposal to a High Level Meeting with representatives of the key oversight Ministries (Department of Finance, Department of Budget and Management, National Economic Development Agency (NEDA), The Central Bank (BSP), and the Office of the President) plus the line departments dealing with rural sector operations relevant to IFAD's mandate DA, DAR, DTI, and DENR have had to be postponed twice. The first postponement was due to the political instability caused by accusations of vote rigging by President Arroyo in the 2004 Presidential elections that eventually led to the resignation of 10 Government ministers in July, including most of those listed above. The plan to hold the meeting in June 2006 was also postponed at the last minute to allow for the final adoption of the new Results-Based COSOP format by the Executive Board in September 2006, which would mean the draft COSOP would need to be revised before finalisation.
8. Nevertheless, it was still possible to undertake a very specific and targeted consultation with representatives of 15 farmers' organisations on 26 June 2006 during which their views on the key elements of a possible COSOP for the Philippines were sought and obtained. Again their comments and views were taken into consideration in drafting the COSOP.
9. Subsequently, the finalisation of the COSOP was resumed in 2007. The last three steps of this final stage of the COSOP consultation process consist of:

- a) a specific country programme results management framework workshop held on 1-2 October 2007 with representatives of concerned government oversight agencies and technical line departments including the NEDA, the DOF, DA, DAR, DENR;
  - b) a High Level Meeting with top officials of the concerned economic & rural development ministries, and representatives of the donor community active in the country, held on 11 March 2008. and
  - c) A final GOP-IFAD High Level Validation Meeting on IFAD's RB-COSOP held on 1 July 2009 and attended by representatives from NEDA, Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP), DA, DAR, DBM, DTI, NAPC, NCIP, SBGFC, and IFAD.
10. The main output of the October 2007 workshop is the Country Results Management Framework presented in its entirety in Appendix 3 of the present RB-COSOP. The main conclusions of the High Level Meetings on 11 March 2008 have been incorporated in the final RB-COSOP and are summarized in the proceedings of the gathering available in IFAD records. Those of the final GOP-IFAD Validation Meeting on 1 July 2009 have also been incorporated in the final RB-COSOP.

## Country economic background

<b>Land area (km2 thousand) 2006 1/</b>	298	<b>GNI per capita (USD) 2006 1/</b>	1
<b>Total population (million) 2006 1/</b>	86.26	<b>GDP per capita growth (annual %) 2006 1/</b>	390
<b>Population density (people per km2) 2006 1/</b>	289	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2006 1/</b>	3
<b>Local currency</b>	Philippine Peso (PHP)	<b>Exchange rate: USD 1 = PHP</b>	6
			<b>0.0207048</b>
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 2000-2006 1/	2.1	GDP (USD million) 2006 1/	117
Crude birth rate (per thousand people) 2006 1/	26	GDP growth (annual %) 1/	562
Crude death rate (per thousand people) 2006 1/	5	2000	6.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 2006 1/	24	2006	5.4
Life expectancy at birth (years) 2006 1/	71	Sectoral distribution of GDP 2006 1/	
Number of rural poor (million) (estimate) 1/	0	% agriculture	14
Poor as % of total rural population 1/	0	% industry	32
Total labour force (million) 2006 1/	38.37	% manufacturing	23
Female labour force as % of total 2006 1/	40	% services	54
<b>Education</b>		Consumption 2006 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2006 1/	n/a	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	10
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2006 1/	0	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	77
<b>Nutrition</b>		Gross domestic savings (as % of GDP)	13
Daily calorie supply per capita	0	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2006 2/	32		47
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2006 2/	28	Merchandise exports 2006 1/	037
<b>Health</b>		Merchandise imports 2006 1/	51
Health expenditure, total (as % of GDP) 2006 1/	3 a/	Balance of merchandise trade	-4 485
Physicians (per thousand people)	n/a	Current account balances (USD million) before official transfers 2006 1/	-7 614
Population using improved water sources (%) 2006 2/	93	after official transfers 2006 1/	5
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Foreign direct investment, net 2006 1/	897
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	72		1
<b>Agriculture and Food</b>		<b>Government Finance</b>	
Food imports (% of merchandise imports) 2006 1/	7	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2006 1/	-1
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2006 1/	1 426 a/	Total expenditure (% of GDP) 2006 1/	n/a
Food production index (1999-01=100) 2006 1/	122	Total external debt (USD million) 2006 1/	60
Cereal yield (kg per ha) 2006 1/	3 181		324
<b>Land Use</b>		Present value of debt (as % of GNI) 2006 1/	57
Arable land as % of land area 2006 1/	19 a/	Total debt service (% of GNI) 2006 1/	11
Forest area as % of total land area 2006 1/	24 a/	Lending interest rate (%) 2006 1/	10
Irrigated land as % of cropland 2006 1/	15 a/	Deposit interest rate (%) 2006 1/	5

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2008

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2007/2008



## COSOP results management framework

Country Strategy Alignment	Key Results During COSOP Period <sup>10</sup>			Institutional/Policy Objectives
Relevant National Targets	Strategic Objectives (SO)	Outcome Indicators (gender disaggregated)	Outputs Indicators (gender disaggregated)	Policy Dialogue Agenda
<b>Fight poverty and build prosperity for the greatest number of Filipinos.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Develop 2 million ha for agribusinesses &amp; create 2 million jobs.</li> <li>Make food plentiful at competitive prices</li> <li>Organize community-based and environment-friendly crop &amp; fishery production intensification &amp; diversification.</li> <li>Promote off-farm and non-farm enterprises;</li> <li>Expand the use of market-based instruments, proper pricing of natural resources and other incentives/disincentives.</li> </ul>	<b>SO1.</b> Upland poor households, especially the IP communities and agrarian reform beneficiaries in the 20 poorest provinces of the country, have improved access to, and exercise control over, the land and water resources in the uplands and gainfully use these in environmentally sustainable endeavours while gaining access to essential socio-economic public infrastructure.	<ul style="list-style-type: none"> <li>About 50% of project targeted upland poor households possess appropriate land tenure instruments (LTIs), of whom 50% have increased their income by 15%, and 50% utilize one or more environmentally-sustainable practice;</li> <li>20% of project targeted upland poor households report a secure source of water for irrigation and household use;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of people trained in environmentally sustainable and gender-sensitive farming and climate change impacts;</li> <li>No. of land tenure instruments (LTIs) facilitated and issued;</li> <li>Coverage and availability of portable water for home use;</li> <li>No. of small-scale infrastructure, e.g. km of access or farm to market roads developed.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Resolution of resource use conflicts in existing laws;</li> <li>Climate change implications of upland farming practices;</li> <li>Policies/issues not included in current convergence framework of the rural development sector.</li> </ul>
	<b>SO2.</b> The entrepreneurial poor in selected rural areas, particularly in the Visayas, Northern and Western Mindanao, Southern and Eastern Mindanao, and Central Mindanao, have improved access to markets and rural financial	<ul style="list-style-type: none"> <li>20% of targeted entrepreneurial poor have access to rural credit/micro-finance facilities and markets;</li> <li>25% of the entrepreneurial poor have diversified/expanded their economic undertakings;</li> <li>50% of project beneficiaries engaged in agri-based and environment-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of entrepreneurial poor farmers and women provided micro-credit;</li> <li>Number of viable micro-enterprises established or strengthened..</li> <li>Adoption rate of improved technologies;</li> <li>Number &amp; ha of communal irrigation systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Terms &amp; conditions of credit delivery;</li> <li>Restrictions on micro-enterprises, like prohibitive minimum capital requirements &amp; collateral loan loss provision;</li> <li>There is an available small medium enterprises (SMEs) agenda but no micro-enterprise agenda.</li> </ul>

<sup>10</sup> The results management framework will be revised when the details of the specific projects/programmes are designed and implemented. The specific indicators are measured as cumulative (either percentages or absolute numbers) of the targets for each specific project or programme developed during the COSOP period.

Country Strategy Alignment	Key Results During COSOP Period <sup>10</sup>			Institutional/Policy Objectives
Relevant National Targets	Strategic Objectives (SO)	Outcome Indicators (gender disaggregated)	Outputs Indicators (gender disaggregated)	Policy Dialogue Agenda
<ul style="list-style-type: none"> <li>Extensively implement mangrove replanting, covering 10,500 ha and establishing 128 marine sanctuaries ;</li> <li>Expedite delineation of municipal waters;</li> </ul>	<p>services to enable them pursue, maintain and enhance farm related, off-farm/non-farm and/or micro-enterprise undertakings and improve the value chains of agribusiness systems for the benefit of poor rural farmers, .</p>	<p>friendly livelihood endeavours posses improved capacities.</p>	<p>constructed/rehabilitated;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>No. of post-harvest facilities constructed/rehabilitated &amp; no. of farmers benefiting;</li> <li>No. of relevant national or local policies and/or regulations updated.</li> </ul>	
	<p><b>SO3.</b> Selected marginalized and poor communities dependent on coastal resources in Bicol, Eastern Visayas, Northern Mindanao, and ARMM have sustainable access to fisheries and other productive resources in coastal areas, and utilize sustainable coastal resource management practices and diversify livelihood opportunities to meet their basic needs, particularly, food.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5% increase in local fish stock in targeted coastal areas;</li> <li>Fish catch per unit of effort increased by 25%;</li> <li>50% of target beneficiaries, including women headed households, feed their families three meals a day;</li> <li>50% drop in apprehensions due to increased compliance with regulations on resource management;</li> <li>25% of project targeted fishermen adopt sustainable and environment-friendly fishing techniques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Municipal waters delineated as sanctuaries;</li> <li>No. of ha of degraded areas restored;</li> <li>No. of fish farms established &amp; fishers trained in improved fishing techniques;</li> <li>No. of approved Coastal Resource Management (CRM) plans implemented;</li> <li>No. of small-scale infrastructure constructed (e.g. rock causeway);</li> <li>No. of sustainable enterprises and livelihoods developed to reduce reliance on fishing.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ensure budget allocation for CRM activities;</li> <li>Full implementation of the Fishery Code;</li> <li>Encroachment on fishing grounds;</li> <li>Access rights to inland water bodies and municipal waters;</li> <li>Review of policy on foreshore lease and development.</li> </ul>

## Previous COSOP results management framework

	ACTIVITY/SUB-ACTIVITY	OUTPUT/PERFORMANCE INDICATORS	Total global targets	WMCIP	NMCIREMP	RuMEPP	CHARM 2
<b>Overall Goal</b>	Reduced rural poverty, improved food security and quality of life						
		<b>Nb of households with improved food security</b>	<b>36 290</b>				36 290
		<b>Nb of households with access to potable water supply</b>	<b>6 770</b>				6 770
		<b>No. of households with real income above annual poverty threshold level (NEDA) or with demonstrated increase in income (project surveys)</b>	<b>64 542</b>	16 000	12 242		36 300
		<b>No. of households with household assets</b>	<b>224 494</b>		24 494	200 000	
		<b>No. of households that have improved food security, based on 2006</b>	<b>50 290</b>		14 000		36 290
		<b>Nb of new jobs created</b>	<b>50 000</b>			50 000	
<b>Strategic Objective 1 (SO1)</b>	Community-driven, sustainable development in poor highland community						
	<b>Cohesive and gender sensitive communities enabled to plan and manage their own development</b>	Nb of Barangay Development Plans (BDP) formulated in a participatory way	<b>339</b>	94	245		
		Nb of Community Organizations established, or strengthened, and enabled to prepare and implement community development plans	<b>1 166</b>	216	950		
		Nb of O&M Committees established, trained and managing the operation and maintenance of infrastructure sub-projects	<b>209</b>		209		
		Nb of Community Organizations involved in microfinance	<b>80</b>	80			
	<b>Increased access to productive infrastructure through the realization of the micro-projects identified in BDP</b>	Nb of km of roads constructed/rehabilitated	<b>339</b>		139		200
		Nb of km of FMA maintained	<b>900</b>				900
		Nb of ha of irrigation developed and/or maintained	<b>10 680</b>		580		10 100
		Nb of drinking water supply schemes constructed and/or maintained	<b>448</b>				448
		No. of resolutions from local legislative bodies accepting tribal council leaders as members of Local Development Councils	<b>64</b>		64		
		Nb of tribal leaders becoming members of local legislative bodies	<b>58</b>		58		
		No. of tribal council leaders become members of Local Development Councils	<b>150</b>		150		
		No. of ADSDPP formulated	<b>35</b>		17		18
		Nb of ancestral domain titles (CADT) registered	<b>18</b>				18
		Nb of ancestral land titles (CALT) registered	<b>3 780</b>				3 780
No. of CADCs converted into CADTs		<b>13</b>		13			

SO2	Sustainable natural resource management		0				
	Sustainable resource management plans formulated in a participatory manner for upland watersheds, coastal areas and/or inland lakeshores	No. of CI-Based Resource Management Plans/Proposals formulated	259	14	245		
		No. of LGU-led Watershed, Lakeshore, Coastal Development Plans/Proposals formulated	25		25		
		No. of municipal/watershed declared and established	26		26		
		Nb of ha of water areas delineated or declared a marine reserve/sanctuary	170	170			
		Nb of lakeshores and marine protected areas established or mangrove sites reforested	28		28		
	Watershed conserved and/or sustainably developed	Nb of ha of denuded watershed reforested	8 000				8 000
		Nb of ha of agroforestry plots established in denuded watersheds	2 000				2 000
	Farming and fishing HHs adopt better and ecologically sound productivity system and hence, able to sustain increased natural resource productivity	No. of farmers households adopting improved productivity systems	14 600	5 300	9 300		
		Nb of fisherfolks households adopting fishery systems introduced	4 000		4 000		
		Nb of farmers trained in improved farming techniques	8 400	8 400			
		Nb of fishers trained in improved fishing techniques	2 200	2 200			
		Nb of ha of farms conserved	2 100	2 100			
	SO3	Agri-business and rural enterprise development		0			
Micro and small enterprises developed and supported		Nb of micro and small enterprises developed	170				170
		Nb of households engaged in on-and-off farm enterprise	5 940	5 940			
		Nb of HH involved in the process of development enterprise	11 300	11 300			
		Nb of micro-entrepreneurs supported	25 000			25 000	
		Nb of Post Harvest Facilities provided	3	3			
Farmers producing organically grown commodities in response to market demands		Nb of farmers engaged in organic farming	13 600				13 600
Increased access of micro enterprises to appropriate financial services		Nb of microenterprise borrowers provided with microfinance services	35 000			35 000	
		Nb of MFIs provided with funds for on-lending	75			75	
		Amount of funds disbursed to MFIs for on-lending (USD million)	15			15	
		Additional amount of funds disbursed to micro-entrepreneurs (Pesos million)	110			110	
Capacity of MFIs to provide lending to Microenterprises is enhanced through their availment of capacity building loans		Nb of MFIs supported/strengthened	75			75	
Increased access by micro-entrepreneurs to appropriate business development services		Nb of micro entrepreneurs receiving business development services	17 000			17 000	
		Nb of SME Centers established or strengthened	19			19	

## Project pipeline for the COSOP period

1. The Philippines 2010-2014 COSOP straddles two cycles of IFAD's performance-based allocation system (PBAS), namely the 2010-2012 cycle and the succeeding one of 2013-2015. The exact allocations under both of those cycles are not yet known. However, assuming the same level of average annual PBAS allocation as for the current 2007-2009 cycle, which amounts to USD 14 665 584, then the projected allocation for the 5 years (2010-2014) of the COSOP period shall be about USD 73.0 million. These financial resources will be allocated to three complementary projects/programmes aimed at achieving the three Strategic Objectives. During stakeholder consultations agreement has been reached to distribute the country allocation as follows: (a) 50% for SO1 (upland development); (b) 30% for SO2 (agribusiness development); and 20% for SO3 (coastal resource management). The three project/programme proposals are described briefly below.

### **Proposal 1: Integrated Natural Resources and Environmental Management Programme**

2. **Possible geographic areas of intervention and target groups.** This nation wide programme will target poor communities residing in critical watersheds of the uplands in the twenty poorest provinces of the country. They will include indigenous peoples (IPs), upland settlers, agrarian reform beneficiaries, and small farmers, as well as micro- and small enterprises providing them market linkages.
3. **Justification and rationale.** Poverty, inequality, and loss of livelihoods are a significant contributor to environmental degradation, especially in fragile eco-systems like the uplands. On the other hand the impact of environmental degradation is disproportionately felt by poor communities living in these areas, who rely substantially on their habitat's natural resources for sustenance. Pressures on these resources have led to large scale deforestation and degradation of the watersheds. INREM will arrest this degradation, rehabilitate and conserve the critical watersheds, proactively respond to climate change vulnerabilities, and introduce integrated eco-systems management approaches thereby improving the livelihoods of concerned communities.
4. **Key Project Objectives.** INREM will address the dual goals of poverty reduction and watershed conservation, rehabilitation and protection in selected critical watersheds.
5. **Ownership, Harmonization and Alignment:** During the appraisal of the IFAD initiated Second Cordillera Highland Agricultural and Resource Management Project (CHARMP-2) at the end of 2007, the Government requested that the design be up-scaled by especially IFAD and ADB to cover the most critical watersheds throughout the country. INREM is aligned with the Government's strategy "to fight poverty and build prosperity for the greatest number of the Filipino people", under the Medium Term Philippines Development Plan (2004-2010).
6. **Components and activities.** Some of the possible components of the programme are: (a) social mobilization, participatory investment planning and land titling; (b) community watershed conservation, forest management and agro-forestry development; (c) agriculture and agribusiness development, and income generating activities; and (d) rural infrastructure development. More detailed components and activities will be determined following an assessment of the needs of the selected target groups, and based on lessons from previous IFAD and ADB co-financed projects in the uplands of the Cordillera region and Mindanao Island.

7. **Costs and financing.** The total cost of the programme is estimated to be about USD 100-150 million over a five to seven year implementation period, of which IFAD shall contribute USD 30 million and the balance will be co-financed by the ADB, GOP and the beneficiaries.
8. **Organization and management.** In line with Executive Order 606 (Sustainable Upland Development) issued by the Government in 2007, the Lead Programme Agency will be DENR. The day to day management and coordination of programme activities will be the responsibility of DENR's Regional Office. Implementation responsibilities will lie with competent government departments, NGOs, public and private sector service providers to be recruited competitively.
9. **Monitoring and Evaluation indicators.** Where possible appropriate COSOP outcome and milestone indicators will be selected for the programme during its design (see Appendix II for SO1 indicators).
10. **Risks.** The risks are the same as those identified in the relevant section of the COSOP.
11. **Timing.** Programme inception and formulation will take place during 2009/10, while its appraisal and approval shall be in 2010. The implementation period shall be 2010-2017.

### **Proposal 2: National Agricultural Value-chain Development Programme (NAVDeP)**

12. **Possible geographic area of intervention and target groups.** The programme will initially target the entrepreneurial poor micro and small enterprises/business in selected rural areas, particularly in the Visayas, Northern and Western Mindanao, Southern and Eastern Mindanao, and Central Mindanao.
13. **Justification and rationale.** While smallholder agricultural production can be increased, the overriding problem for small farmers is the limited access to markets. Yet potential markets exist for quality products at the regional and national levels, as well as for quality export. The main constraints to competing in these markets are high transport costs and limited transport availability, limited storage and market facilities, and the lack of quality control. A further constraint is the inability of the various actors (producers, transporters, packaging and storage, and marketing agents) to organise themselves so that a quality product can be produced and delivered on time, every time at a competitive price. NAVDeP will support agricultural value chains development by restructuring the smallholder sector and building the capacity of the various actors along that chain, linking producers to markets and public-private partnerships, and supporting policy dialogues to create relevant and needed conducive environments for these to happen.
14. **Key Project Objectives.** NAVDeP will improve the livelihoods of the actors in the agricultural value chains (from production through to marketing) by increasing incomes and decreasing income variability through a market-driven commercialisation and diversification strategy.
15. **Ownership, Harmonization and Alignment:** The priorities of the Programme are aligned with strategies of the MTPDP (2004-2010) and Government's ten-point agenda, notably the aim to create 6-10 million jobs by tripling loans for small business owners and developing 1-2 million ha for agricultural businesses.
16. **Components and activities.** Some of the possible components of the programme are: (a) social mobilisation and economic/productive groups (associations) development; (b) value chain development; (c) financial services; and (d) rural infrastructure development. More detailed components and activities will be

determined following an assessment of the needs of the selected target groups, and based on lessons from previous donor funded projects.

17. **Costs and financing.** The total cost of the programme is estimated to be about USD 40 million over a five to seven year implementation period, of which IFAD shall contribute about USD 20 million and the balance will be co-financed by GOP, the beneficiaries and private co-investors.
18. **Organization and management.** The Lead Programme Agency will be either DTI or DA, depending on the types of components and activities to be designed. Implementation responsibilities will lie with competent government departments, value chain companies to be created specifically or affiliated to existing companies, NGOs, public and private sector service providers to be recruited competitively.
19. **Monitoring and Evaluation indicators.** Where possible appropriate COSOP outcome and milestone indicators will be selected for the programme during its design (see Appendix II).
20. **Risks.** The risks are the same as those identified in the relevant section of the COSOP.
21. **Timing.** Programme inception and formulation will take place during 2010/2011, while its appraisal and approval shall be in 2011. The implementation period shall be 2012-2019.

### **Proposal 3: Coastal Resource Management and Value Chain Development Project (CRMVCP)**

22. **Possible geographic areas of intervention and target groups.** The programme will initially target selected marginalised and poor communities, including IPs and artisanal fisher folks, dependent on coastal resources in Bicol, Eastern Visayas, Northern Mindanao, and ARMM. It's design will be based, to the extent possible and appropriate, on the existing integrated coastal resource management projects of Government and on Executive Order No. 533, series 2006, concerning the adoption of integrated coastal management as the national strategy for ensuring sustainable development of the coastal and marine environment and resources of the country.
23. **Justification and rationale.** The government recognises the various interrelated key issues and concerns besetting the Philippine fisheries sector. These include resource management and environmental issues and concerns (like the depletion of coastal resources, over-fishing or destructive fishing, siltation and pollution), socioeconomic issues and concerns like poverty among municipal fisher-folks, policy concerns (like those related to institutional capacity development needs), lack of access to credit, post harvest requirements, and the need to improve aquatic productivity. CRMVCP will support coastal resources and eco-system management and conservation, coupled with sustainable fisheries value chains development. It will support Government's efforts towards restructuring the artisanal fisheries sector and building the capacity of its various players, linking artisanal (fish and other) products to markets, and supporting relevant policy dialogue on key issues and concerns.
24. **Key Project Objectives.** CRMVCP will contribute to reducing poverty in the coastal areas and supporting the rational and sustainable development, management and conservation of fishery and aquatic resources in Philippine coastal waters.
25. **Ownership, Harmonization and Alignment:** The priorities of the Project are aligned with strategies of the MTPDP (2004-2010) and the Agriculture and Fisheries Modernisation Programme.

26. **Components and activities.** Some possible components are: (a) community-based coastal resources management; (b) support to artisanal fisheries development; (c) micro-enterprise and financial services development; (d) social and economic infrastructure development; and (e) policy and institutional capacity support for coastal resource management. The project components and activities shall be better determined based on lessons from the proposed grant funded pilot project to be launched before the main project.
27. **Costs and financing.** IFAD's total contribution to both the grant and loan funded projects is estimated to be about USD 10 million. The grant project will last three years while the main one will be a 5-7 year project.
28. **Organization and management.** The Lead Programme Agency will be the DA, in particular its attached Bureau of Fisheries and Aquatic Resources (BFAR) which is responsible for the development, improvement, management and conservation of the country's fisheries and aquatic resources. Implementation responsibilities will lie with competent government departments, NGOs, public and private sector service providers to be recruited competitively.
29. **Monitoring and Evaluation indicators.** Where possible appropriate COSOP outcome and milestone indicators will be selected for the projects during their design (see Appendix II).
30. **Risks.** The risks are the same as those identified in the relevant section of the COSOP.
31. **Timing.** The pilot grant funded project will be formulated in 2010/2011 and implemented between 2011 and 2013, while the design and approval of the main project will take place during 2013. Its implementation period shall be 2014-2021.



## Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Low agricultural productivity and poor farmers income	Poor farmers, ARBs, upland settlers, IPs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• High dependency on a single annual rice crop.</li> <li>• Small land holdings and increasing landlessness in rice growing areas;</li> <li>• Increasing number of unproductive/underproductive and idle agricultural lands</li> <li>• Land conversion and non-agricultural uses, i.e. settlements</li> <li>• Selling of tenurial rights and lands, i.e. CLOAs and EPs</li> <li>• Food insecurity; out migration of agricultural labour/farmers</li> <li>• Households lack other assets needed for productive farming e.g. draught power, equipment, water control/irrigation facilities.</li> <li>• Limited numbers of extension staff especially in the more remote areas.</li> <li>• Extension staff lacks knowledge of crops other than rice.</li> <li>• Lack of access to markets, marketing information, trading skills and input supplies.</li> <li>• Increase in use of non-environment friendly production and pesticide use</li> <li>• Little knowledge of potential opportunities for off-farm income generation.</li> <li>• Lack of skills to engage in off-farm income generating activities.</li> <li>• Lack of government and private sector services in rural areas for off-farm income generating activities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strong campaign to push for agricultural diversification and multi-cropping patterns; diversion from traditional crops and other alternative livelihood supplements, i.e. livestock production.</li> <li>• Provide inputs (in kind and cash) to groups of poor households, with repayments used to establish group revolving funds to finance investments and for emergencies.</li> <li>• Technical assistance to build links with the private sector for marketing, input supply and other services.</li> <li>• Where feasible and economic increase public investment in rural infrastructure (e.g. small-scale irrigation, rural access roads, markets).</li> <li>• Increase post-production and support services to distributed CARP lands and ARBs;</li> <li>• Integration and consolidation of production activities of ARBs/farmers to increase leveraging and negotiations for markets, joint venture agreements; Productive economic land concessions to provide rural employment and reduce rural poverty.</li> <li>• Promote activities that add value to agricultural and non-timber forest products e.g. simple processing, grading etc.</li> <li>• Provide appropriate skills training and support to LGUs and agricultural extension workers in sustainable approach to agricultural development, i.e. integration of resource management and productivity;</li> <li>• Increase in national allocation for off-farm and post-production support services and infrastructure</li> </ul>
Sub-optimal use and marginalization of land and natural resources (e.g. forestry and fisheries) due to massive land degradation and	Poor farmers, marginal and artisanal fisherfolk, communities practicing community-based natural resource management	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increasing pressure of forestlands to agriculture and settlements;</li> <li>• Depletion of fish stocks, low fish catches, destruction of coral reefs and spawning areas;</li> <li>• Poor enforcement of forestry and fisheries laws; ineffective management regimes in forestry and fisheries;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthened capacity and technical assistance to local resource management organizations and LGUs on sustainable resource management;</li> <li>• Provision of mobility, training and logistical support to local and community enforcement bodies/groups; approval of local ordinances and budgetary support;</li> </ul>

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
conversion, pollution, siltation, and overexploitation	including indigenous ethnic minority groups	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conflicts of use rights and tenure within communities, i.e. settlers vs. IPs, fisherfolk vs. other fisherfolk, etc.;</li> <li>• Threats of flooding and disaster; depletion of water sources and biodiversity;</li> <li>• Unsure tenurial rights and arrangements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Integration of eco-systems/watershed-based or river-basin based framework in local and community development planning;</li> <li>• Support to LGUs in development of land-use based development plans;</li> <li>• Pursue co-management of local and municipal forests, coastal and IP resource areas;</li> <li>• Increase capacity and training of LGUs, NGOs, service providers and local community groups on integrated resource management, assessment and monitoring;</li> <li>• Adaptation/ promotion of landscape approach towards integrated CRM; Promotion/ Expansion of CRM best practices in other areas; demo trials of “improved” aquamarine production systems and processes</li> <li>• Provision of infrastructure and facilities for mitigating coastal erosion and pollution.</li> </ul>
Limited growth in agribusiness value chains and development of rural enterprises and entrepreneurs among poor farmers	All farmers, IPs and all commercial enterprises working in the agricultural sector	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poor investment climate due to over and inappropriate regulation, bureaucracy and rent seeking officials.</li> <li>• Poor integration with local and regional markets.</li> <li>• High production and transportation cost for farm products;</li> <li>• Poor market information, negotiating and marketing, contracting skills and knowledge;</li> <li>• Weak matching of existing production crops with market requirements and demands;</li> <li>• Poor access to support and production services and facilities, i.e. post-production facilities, cold storage, transportation and packaging, micro-financing and credit facilities, etc.;</li> <li>• Lack of cohesive focus and programmes of NGAs to rural poor, IPS and upland settlers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Build links between projects/programmes and the private sector for marketing, processing, input supply and technical advice; <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Increased capacity of the local agri-business <u>providers</u> (development services).</li> <li>○ Increased number of agri-trade promotion services</li> <li>○ Increased variety of appropriate and innovative agribusiness delivery services/mechanisms provided.</li> <li>○ Increased number of contracts, venture agreements and TA on public-private partnership arrangements.</li> </ul> </li> <li>• Innovative, diversified and sustainable production systems promoted and disseminated such as: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Organic farming promoted.</li> <li>○ Establishment of techno-demo farms</li> <li>○ Promotion of best practices</li> <li>○ Establishment of a knowledge management system.</li> </ul> </li> <li>• Micro-finance <u>facilitated/extended/provided/access enhanced</u>. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Linkage between MFIs and MEs (target groups) strengthened.</li> <li>○ Various micro-credit products developed and promoted</li> <li>○ (Number of) Institutional capacity(ies)</li> </ul> </li> </ul>

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
			<p>enhanced Small-scale infra (SSI) support facilities provided/access enhanced:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Enhanced links between market and FMRs.</li> <li>○ Increased number of communal irrigation systems.</li> <li>○ Increased access to post-harvest facilities (i.e. market centers, cold storage, etc.)</li> </ul>
<p>Poor convergence of support services at the provincial, local and community levels</p>	<p>LGUs, local community organizations/POs</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Staff at sub-national level lack capacity to engage LGUs and communities in community planning processes and in matching line department programmes with the priorities of their communities.</li> <li>• Inconsistency and overlapping functions of rural agencies policies in the field and operationalise complementation and convergence at the LGU and community level;</li> <li>• Limited logistical and technical support to LGUs to delivery support services;</li> <li>• Capacity building and training of local personnel and other local service providers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application and operationalisation of working 'convergence' mechanism and system at the LGU and community levels with national government agencies;</li> <li>• Increase participation of local communities in identifying and implementation of needed facilities and support services;</li> <li>• Allocation of logistical support to LGUs and local staff for mobility and implementation activities; improved training and skills in integrated and results-based planning; monitoring and evaluation;</li> <li>• Same as other initiatives in other issues.</li> </ul>
<p>IP rights and sustainability of ancestral domain</p>	<p>IPs, upland settlers</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inefficient and delays in the preparation and approval of ADSDPPs; lack of technical and competent support to IPs in preparation of ADSDPPs;</li> <li>• Prolonged approval of CADC/CADT claims;</li> <li>• Weak institutional, technical and financial support to NCIP and implementation of IPRA mandates, i.e. delineation of ancestral land, surveys of IP groups and communities, recognition and registration of IP organizations and groups;</li> <li>• Conflict with other land and tenurial laws; confusing interpretation of IPRA provisions and guidelines;</li> <li>• Inconsistent leadership and management of NCIP; incomplete membership of NCIP</li> <li>• Poor investment and development opportunities;</li> <li>• Intrusion of speculators, 'middle men' and 'pseudo-IP' leaders; disenfranchisement of ordinary IP community members</li> <li>• Delays in processing and issuance of</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthen technical and logistical support to NCIP and IP tenurial rights strengthening;</li> <li>• Completion of ancestral lands delineation and recognition; Speedier approval and issuance of CADC/CADTs;</li> <li>• Review and simplification of CP/FPIC guidelines; ADSDPPs formulation and preparation; approvals of CADC/CADT claims, etc.</li> <li>• Conduct of surveys of IP communities and groups and claims;</li> <li>• Study on clarification and administrative resolution of conflicting tenurial arrangement, mandates and use rights in ancestral lands;</li> <li>• Support to the preparation and completion of ADSDPPs;</li> <li>• Establish and documentation of best practice and lessons on IP-LGU-community partnership in the co-management of ancestral lands, etc.</li> <li>• Integration of ancestral lands and ADSDPPs in local development plans</li> </ul>

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Microfinance and micro-credit access to rural poor	All sectors including IPs, women and fisherfolk	<p>CPs/FPICs; 'corruption' in CP/FPIC releases</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inability of rural poor to satisfy formal loan and credit requirements;</li> <li>• Lack of presence and exposure of established MFIs in poor rural areas; mostly located in major centers and towns;</li> <li>• Lack of collateral and productive assets;</li> <li>• Very limited programmes for micro and small farm enterprises;</li> <li>• Very weak organisational and financial capacity of farmers and cooperatives/POs;</li> <li>• Weak savings rates in rural areas due to poor income source/productivity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changes in micro-credit and micro-financing policies of MFIs for rural poor;</li> <li>• TA and capacity building in organisation and financial management, contracting of small and poor farmers, IPs;</li> <li>• Collateralisation of tenurial instruments;</li> <li>• Same as initiatives for agribusiness and improving agricultural productivity</li> </ul>
Users fees and charges by local communities for environmental and natural resource management services, i.e. protection and preservation of forestlands, protection and enforcement of laws, marine sanctuaries, etc.	IPs, upland settlers, local fisherfolk, women	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence of local and national policy in the application and use of user fees for environmental and resource management services; lack of cohesive national framework for applying, computing and charging use fees;</li> <li>• Limited experience of use fees; weak legal framework for its application;</li> <li>• Lack of experience and information on the application and mechanisms for use fees and its use by communities;</li> <li>• Continued lack of funding to pursue on-site resource management activities, i.e. protection of forests, enforcement of laws, IEC activities, etc.;</li> <li>• Untapped use of environmental charges imposed by local water districts and electric cooperatives and other utilities groups</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Review and formulation of national guideline and policy or proposed legislation/administrative policy for application, collection and utilisation of user fees for environmental and resource management services;</li> <li>• Conduct of documentation and in-depth study on best practices, lessons and development of mechanisms for user fees and charges;</li> <li>• Advocacy and dialogue with NGAs, LGUs, utilities and local community groups on use fees and charging;</li> <li>• Local and national surveys of stakeholders 'ability', 'capacity' and 'willingness' to pay for user fees and environmental charges;</li> </ul>
Impact of climate change	All target beneficiaries, LGUs, NGOs and NGAs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prolonged dry season and long rainy season; causing massive flooding, soil erosion and siltation, loss of soil productivity and destruction of property</li> <li>• Decrease in harvest and fish catches; poor income and loss of assets</li> <li>• More disaster and destruction of production and personal properties;</li> <li>• Survival threat; continuing slash and burn and deforestation;</li> <li>• Poor incentives and ignorance by government officials and community members of impacts of climate changes;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption of more sustainable and sensitive production practices among LGUs and local communities;</li> <li>• Provision of incentives grant for local and community-based activities on climate change, i.e. regrowing of communal forest, 'carbon fund', etc.</li> <li>• Strengthen IEC, use of indigenous knowledge on sustainable agricultural practices;</li> <li>• Support to documentation and research on effects of climate change to rural poor, agriculture and local approaches to address these issues;</li> <li>• Advocacy for increased support to local and national initiatives to lessen effects of climate</li> </ul>

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of incentives and understanding of possible interventions and options to address issues at the local level</li> <li>• Inconsistent directions and policy guidelines of national agencies and policy makers in addressing climate change;</li> <li>• Lack on institutional understanding and impact of climate change to national and local conditions</li> </ul>	change in the rural sector.
Gender distortion in rural economy	Rural poor, farmers, IPs and fisherfolk women	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Very low and secondary role and participation in decision-making in investment, production, tenorial and property rights, education, and other production issues;</li> <li>• Limited opportunities for additional income and livelihood opportunities due to changes in agriculture production patterns, i.e. land conversion and out-migration;</li> <li>• Low education, health status, and social mobility;</li> <li>• Victims of domestic violence and maternal mortality due to increased number of children and housework</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Improved gender targeting and focusing in assistance and support mechanisms;</li> <li>• Increased allocation by LGUs for support to education and health services to rural women, specially IPs and fisherfolk women, as provided for by law;</li> <li>• Availability of maternal health and family planning options to rural families;</li> <li>• Provision of social services counseling and advise to rural households and families;</li> <li>• Stronger IEC and communication on the responsibilities and rights of rural women; capacity building for participation in local and community organisation; and improvement of rural facilities such as water and sanitation facilities, among others.</li> </ul>

## Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
<b>Enablers</b>				
<b>National Economic and Development Authority (NEDA)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formulates national social and economic development plans and policies;</li> <li>▪ Conduct of economic and development studies, coordination, evaluation and monitoring of plan implementation;</li> <li>▪ Coordinates with regional offices of other departments/agencies and with LGUs in the region in the performance of these tasks;</li> <li>▪ Performs monitoring and oversight functions in the implementation of national development agenda by NGAs and LGUs</li> <li>▪ Very professional, respected and technically competent staff</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fiscal issues are sometimes prioritized (by the National Government) rather than poverty reduction/rural development policies;</li> <li>▪ Poor linkage of national development plans with local development plans and priorities;</li> <li>▪ Weak hold over NGA implementation of priority development agenda</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Growing ODA portfolio and investments from donors and foreign governments in rural development and natural resources sector and rural infrastructure; and regional development projects'</li> <li>▪ Heightened public awareness of integrating national development goals and improvement in poverty situation.</li> <li>▪ Strong professional leadership and management;</li> <li>▪ Harmonization agenda for aid effectiveness has highlighted alignment and integration of donor programmes with national country programmes and strategies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Preparation for new Medium-Term Development Plan would start in 2010.</li> </ul>
<b>Department of Agriculture (DA)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Responsible for the promotion of agricultural development in the country;</li> <li>▪ Provides the policy framework, helps direct public investments;</li> <li>▪ Provides support services through LGUs to make agriculture and agri-based enterprises profitable for the development to the rural poor;</li> <li>▪ Main convenor of national</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Inefficiencies in budget allocation and spending (e.g., priorities should be given more to agricultural R&amp;D, rural infrastructure, small tube wells irrigation systems) may which hinder rural development priorities;</li> <li>▪ Most number of attached agencies and offices in the whole bureaucracy</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appointment of a more regular Secretary to oversee implementation of established DA programmes and projects;</li> <li>▪ Increased investor interest in joint partnership in the development of ribusiness lands (i.e. biofuel, ethanol, jatropha,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Current moves to review and enhance AFMA and Agri-Aqua Law to facilitate and accelerate agriculture production.</li> </ul>

	<p>strategy for convergence in rural development;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Strong national leadership bias towards agriculture development as main vehicle for national poverty reduction strategy and employment generation</li> </ul>	<p>has resulted to an unwieldy leadership in the sector</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Continuing 'expensive' budgetary allocation and support to 'traditional' crops sector, i.e. rice, and decreasing share of agriculture in GDP;</li> <li>▪ Crop and commodity-based agricultural strategy has resulted to diverse focus on agricultural development strategy;</li> <li>▪ Lack of effective local delivery mechanisms for support services</li> </ul>	<p>cassava, coffee, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improved convergence policy and strategy for rural development and uplands among NGAs, LGUs and private sector groups;</li> <li>▪ Continuing threats of El Nino, droughts and climate change;</li> <li>▪ Gov't rationalization and streamlining policy might provide a more focused and effective agency depending on political will of current leadership</li> </ul>	
--	---	---	--	--

### Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/Project Titles	Project Duration	Project Cost (US\$, millions)	Lead Implementing Agency	Coverage Areas	Components	IFAP Partnership Potentials
<b>AGRARIAN REFORM, AGRICULTURE AND NATURAL RESOURCES</b>						
<b>Asian Development Bank (ADB)</b>						
<u>Agrarian Reform Communities Project/ARCP – (L)</u> - This project adopts a demand-driven approach in project identification.	07/1999-06/2007	93.1	DAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ I, II, III, V, VI, VIII, X, XI, XII, CARAGA, IV-B, ARMM</li> <li>▪ Ilocos Sur, La Union, Pangasinan, Cagayan, Nueva Vizcaya, Quirino, Nueva Ecija, Catanduanes, Sorsogon, Aklan, Antique, Capiz, Guimaras, Iloilo, Eastern Samar, Northern Samar, Western Samar, Bukidnon, Camiguin, Lanao Del Norte, Davao City (180), Davao Del Sur, City Of Tacurong, North Cotabato, Sarangani, South Cotabato, Surigao Del Sur, Oriental Mindoro, Palawan, Lanao Del Sur, Maguindanao, Sulu, Tawi-Tawi</li> <li>▪ 28,000 households in 140 ARCs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rehabilitation and construction of farm to market roads and bridges, culverts; Improvement/rehabilitation of existing wells, installation of additional wells and development of spring sources,</li> <li>▪ Survey of 100,000 ha. of public alienable and disposable lands and distribute land titles to beneficiaries;</li> <li>▪ Introduce alternative farming systems and small enterprise to coops and agrarian reform beneficiaries; and</li> <li>▪ Provision of trainings and credit facilities to extension workers, leaders and cooperatives on enterprise planning..</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners in Regions V, VIII, Mindanao and ArMM. Or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>



<p><u>Infrastructure For Rural Productivity Enhancement Sector (INFRES) Project – (L)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>The project seeks to improve rural infrastructure and build the capacity of LGUs in leadership and management of subprojects. It adopts a demand driven approach whereby LGUs package proposals which will be subjected to further evaluation based on technical, financial and economic eligibility criteria.</li> <li>The Project was designed to remove constraints to agricultural productivity by investing in rural infrastructure in Southern Philippines regions with high poverty incidence and high agricultural potential.</li> </ul>	02/2002-06/2008	75.0 1.0 (ILO)	DA w/ ILO	<ul style="list-style-type: none"> <li>V, VIII, IX, X, XI, XII, CARAGA, IV-B, ARMM</li> <li>Albay, Camarines Norte, Camarines Sur, Catanduanes, Masbate, Sorsogon, Biliran, Leyte, Northern Samar, Southern Leyte, Western Samar, Zamboanga Del Norte, Zamboanga Del Sur, Bukidnon, Camiguin, Misamis Occidental, Misamis Oriental, Compostella Valley, Davao Del Norte, Davao Del Sur, Davao Oriental, Agusan Del Norte, Agusan Del Sur, Surigao Del Norte, Surigao Del Sur, Marinduque, Occidental Mindoro, Oriental Mindoro, Romblon, Lanao Del Sur, Maguindanao, Sulu, Tawi-Tawi</li> <li>Residents of the 779 municipalities and chartered cities in regions IV, V, VIII, IX, X, XI, XII, CARAGA and ARMM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rural infrastructure</li> <li>Capability building</li> <li>Project monitoring and coordination</li> <li>Livelihood grant fund from the Japanese Government totaling 2.8M, called the Japan Fund for Poverty Reduction (JFPR), will be provided for livelihood development projects to be implemented by the subproject communities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners in Regions V, VIII, Mindanao and ArMM or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>
<b>European Union (EU)</b>						
<p><u>Support To Agrarian Reform Communities in Central Mindanao (STARCM) – (G)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>The rationale of the project is a combination of: 1) the promising results of the EC funded Agrarian Reform Support Project (ARSP) and other integrated agricultural area development projects in Mindanao, the Philippines and</li> </ul>	05/2001-05/2008	Euro23.2 M	DAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lanao del Norte, North Cotabato, Sultan Kudarat and Lanao del Sur (ARMM)</li> <li>50 selected Agrarian Reform Communities (ARCs) - 20,000 households</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institutional Strengthening (IS) – conduct of training for implementing partners to help them facilitate ARC level planning, formation and strengthening of peoples' organisations in the management of infrastructure and livelihood sub-project.</li> <li>Support infrastructure (SI) – construction of rural infrastructure such as feeder</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites</li> </ul>

<p>elsewhere, 2) the economic disadvantage and disparity in Central and Southern Mindanao compared with the rest of the country, and 3) GOP's political will to develop rural areas of Mindanao for supporting the peace agreement signed in 1996.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>The overall objective is to increase the self-reliance, living standard and quality of life for framing households in 50 agrarian reform communities (ARCs) in the provinces of Sultan Kudarat, Cotabato, Lanao del Norte and Lanao del Sur.</li> </ul>					<p>roads, bridges, potable water supply systems and community buildings;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Agricultural Production and Enterprise Development (APED) - provision of draft animals, cultivation machinery and rice mills, and support to banana and fruit trees plantation;</li> <li>Access to Rural Finance - conduct of institutional capacity-building through the Land Bank of the Philippines (LBP) and provision of institutional credit to micro-finance institutions (MFIs).</li> </ul>	<p>and LGU partners in Mindanao and ArMM project sites cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project.</p>
<b>GTZ</b>						
<p><u>Sustainable Resource Management in the Priority Region of Visayas – (G)</u></p>	08/2002-06/2015	n.d	DA, DAR, BFAR, DENR, & LGUs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Visayas provinces within the Visayan Sea</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advisory services to the Philippines fishery authorities, mayors and planning authorities of the districts and communities in Visayas to help them develop and implement strategies to carefully introduce the right of access to coastal fisheries</li> <li>Facilitate the establishment of fish processing factories in coastal zones, to improve the long-term employment situation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners in Region VIII or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>
<b>Japan Bank for International Cooperation (JBIC)</b>						

<p><u>Mindanao Sustainable Settlement Area Development Project – (L)</u></p> <p>- This project uses a program-type approach wherein actual subprojects shall be determined during implementation. It will be implemented based on the principle of participatory approach where the beneficiaries themselves identify and prioritize their needs. Selection of project sub-components shall depend on (i) settlement community's basic minimum needs; (ii) a provincial/municipal priority program; (iii) not too large in scope and cost with minimum of 2 year implementation period; (iv) community's willingness to implement the project; (v) availability of LGU counterpart support and (vi) beneficiaries willingness to shoulder Operation and Maintenance (O&amp;M) cost</p>	09/2001-09/2009	Y6.5B	DAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ X, XI, CARAGA</li> <li>▪ Bukidnon, Compostela Valley, Davao Del Norte, Davao Oriental, Agusan Del Sur, Surigao Del Norte</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Community and Cooperative Development;</li> <li>▪ Agriculture Enhancement and Livelihood;</li> <li>▪ Crop Development and Soil Conservation;</li> <li>▪ Marketing support;</li> <li>▪ Infrastructure and Social Services</li> <li>▪ Project Management</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners in Mindanao or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>
<p><u>Sustainable Environmental Management Project In Northern Palawan – (L)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ This project aims to conserve the precious environment and natural resources in Northern Palawan.</li> <li>▪ Provides the substitute income methods (example for Environmentally Sustainable Tourism) for the community residents in order to deter the conduct of activities detriment to the environment.</li> </ul>	09/2001-09/2009	Y2.034B	DOT	Northern Palawan communities	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Slope Protection - Retaining Walls, Flood Plain Slope Protection Concrete slab, sodding and tree planting.;</li> <li>▪ Drainage System - Box Culverts (New or Reconstructed, Line Ditch and earth ditch</li> <li>▪ Surface Protection</li> <li>▪ Bridge Reconstruction - 10 single span bridges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Though IFAD has no projects in Northern Palawan, the work of the project with IPs and its use of sustainable eco-tourism in IP areas will be helpful to IFAD's own work with IPs and coastal resource management</li> </ul>
<p><u>Help For Catubig Agricultural Advancement Project – (L)</u></p>	01/2002-01/2011	Y5.2B	NIA	1,613 Farmers in Northern Samar	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Civil Works</li> <li>▪ Institutional</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ IFAD complementa</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>■ The project involves the provision of irrigation and drainage facilities and water supply systems, extension of road network, and development of agricultural and social support services and institutions of Catubig Valley in Northern Samar.</li> </ul>					<ul style="list-style-type: none"> <li>Development and Training</li> <li>■ Procurement and Equipments</li> <li>■ Consulting Services</li> </ul>	<p>tion will be in possible project areas that are covered or serviced by the rural infrastructure projects of this project.</p>
<b>USAID</b>						
<p><u>The Philippine Environmental Governance Project Phase 2 (Ecogov2) –(G)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ The project aims to strengthening LGUs to respond to these challenges though localized but strategic actions that aim to: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Reduce overfishing and the use of destructive fishing practices;</li> <li>○ Reduce illegal logging and conversion of natural forests; and</li> <li>○ Improve the management of solid wastes and wastewater.</li> </ul> </li> </ul>	10/2004-09/ 2009	n.d	DENR, ARMM, DILG, & LGUs	100 LGUs in Luzon, Visayas, Mindanao and ARMM	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Technical assistance and capability building of LGUs in forest land use planning, coastal resource management and solid waste management</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners in Mindanao or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project.</li> <li>■ IFAD would also gain valuable insights into experiences in eco-governance and resource management of this project that</li> </ul>

						would support IFADs own work in these thematic areas or serve as field study sites for IFAD project beneficiaries.
<u>Fisheries Improved For Sustainable Harvest (Fish) Project –(G)</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ The project's aim is to conserve biological diversity in at least four biologically and economically important marine ecosystems in the Philippines, as measured by an increase in fish stocks and the maintenance of selected coastal resources that support them with environmental services. The Project will accomplish this objective by improving the management of these fish stocks and environmental resources such as coral reefs and mangroves, which support them.</li> </ul>	09/2003-09/2008	n.d	BFAR & LGUs	Calamianes Islands in Palawan; Danajon Reef in Bohol; and Tawi-Tawi and Surigao del Sur,	Technical assistance will:\ <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Strengthen the capability of local and national institutions to manage marine fish stocks and coastal resources;</li> <li>■ Improve national and local policies for sustainable fisheries; and,</li> <li>■ Build the political will to advocate for more responsible management of marine fish stocks and coastal resources.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners in Mindanao or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project.</li> <li>■ IFAD would also gain valuable insights into experiences in coastal resource management of this project that would</li> </ul>

						support IFADs own work in these thematic areas or serve as possible study sites for IFAD project beneficiaries.
<b>World Bank (WB)</b>						
<u>Agrarian Reform Communities Development Project Phase II/ARCDP2- (L)</u>	06/2003-06/2007	50.0	DAR	Nationwide - Approximately 80 Agrarian Reform Communities (ARCs) involving about 100,000 household beneficiaries (agrarian reform families)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Community dev't. and capacity building;</li> <li>■ Rural infra dev't.;</li> <li>■ Agriculture and enterprise development;</li> <li>■ Program to facilitate rural financial services; and</li> <li>■ Subdivision of individual CLOAs into individual titles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>
<u>Diversified Farm Income And Market Development Project – (L)</u>	10/2004-06/2009	60.0	DA	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ VI, VII, X, CAR</li> <li>■ Capiz, Iloilo, Cebu, Negros Oriental, Bukidnon, Benguet, Mountain Province</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Institutional strengthening and capacity development</li> <li>■ Market development investments</li> <li>■ Safety and quality assurance systems for market development</li> <li>■ Market-linked technology</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common</li> </ul>

<p>transition of DA into a service-oriented agency that will effectively support and facilitate agricultural competitiveness and increase rural incomes.</p>					<p>development and dissemination</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Improvement of public expenditure management</li> </ul>	<p>geographical project sites and LGU partners, particularly in CAR and Northern Mindanao or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ IFAD would also be able to link agribusiness initiatives with market linkages and services provided for by agencies.</li> </ul>
<p><u>Land Administration and Management Project II (LAMP2) – (L-WB/G-AusAID)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ The project was designed as the first step towards the implementation of a long term (15-20 years) sectoral reform program in land administration and management. It was aimed at formulating policy and regulatory changes and testing alternate approaches to accelerated programs designed to protect rights to land, eliminate fake titles, develop an equitable system of land valuation and formulate the institutional arrangements needed to support the</li> </ul>	2006-2011	19.0 M 34.0M(A\$ )	DENR/ DOF	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ National/4 provinces</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Policy reform and support</li> <li>■ Institution and Capacity Building</li> <li>■ Tenure Security</li> <li>■ Land Valuation</li> <li>■ Project Management</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ No direct complementation with IFAD but activities on land administration and improving tenure security will greatly boosts IFADs efforts to improve land tenure security, titling in IFAD project</li> </ul>

necessary reforms in the country.						areas.
<b>GOVERNANCE</b>						
<b>Canadian International Development Agency (CIDA)</b>						
<u>Local Government Support Programme in ARMM (LGSPA) –(G)</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ To assist the Government of the Philippines and the Government of the Autonomous Region in Muslim Mindanao in their efforts to achieve poverty reduction and sustainable peace and development in ARMM through excellence in local governance.</li> </ul>	2005-2010	Cdn18.0M	ARMM, & ORG	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ All LGUs in ARMM</li> <li>■ Basilan, Lanao del Sur, Maguindanao, Sulu, and Tawi-tawi .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Institutional and Capacity Building for local development;</li> <li>■ Delivery of basic services/resource management</li> <li>■ CSO participation and strengthening;</li> <li>■ Local policy and development planning</li> <li>■ Leadership and Management trainings</li> <li>■ Local government performance monitoring systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners, particularly in ARMM or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project;</li> </ul>
<b>POVERTY REDUCTION/ALLEVIATION/LIVELIHOOD/ENTERPRISE DEVELOPMENT</b>						
<b>World Bank</b>						
<u>Autonomous Region In Muslim Mindanao (ARMM) Social Fund Project –(L) with JBIC</u>	04/2004-12/2010	33.6 Y2.47B	OP/AR MM	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Poor, conflict-affected areas of ARMM. Approximately 700 barangays from all municipalities of ARMM (or approximately 25% of the population of the region).</li> <li>■ Basilan, Lanao del Sur, Maguindanao, Sulu, and Tawi-tawi .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Small-scale community projects (i.e. Post-harvest Facilities, Classroom Buildings, Water Systems, etc.);</li> <li>■ Livelihood programs to women and out of school youth in target communities;</li> <li>■ Construction of strategic regional infrastructure (i.e. Rehabilitation of Polloc Port, Lamitan</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU</li> </ul>



					<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ District Hospital, etc);</li> <li>▪ Institutional strengthening and governance.</li> </ul>	<p>partners, particularly in ARMM or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</p>
<p><u>Kapit-Bisig Laban Sa Kahirapan-Comprehensive And Integrated Delivery Of Social Services (Kalahi-Cidss) –(L)</u></p>	12/2002-06/2009	100.0	DSWD	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, CARAGA, IV-A, IV-B, CAR</li> <li>▪ Albay, Masbate, Capiz, Iloilo, Bohol, Siquijor, Eastern Samar, Western Samar, Zamboanga Del Norte, Zamboanga Del Sur, Lanao Del Norte, Misamis Occidental, Davao Del Norte, Davao Oriental, North Cotabato, Sarangani, Agusan Del Norte, Agusan Del Sur, Quezon, Romblon, Ifugao, Mountain Province</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Empower communities to access better services from local governments,</li> <li>▪ Improve local governance by strengthening formal and informal institutions,</li> <li>▪ provide resources/barangay grants for community investment programs (designed, implemented and managed by local communities).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners, particularly in CAR, Regions V, VIII and Mindanao or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>
<b>GTZ</b>						
<p><u>Small And Medium Enterprise Development For Sustainable Employment Program (SMEDSEP) – (G)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The overall objective of the program is thus that state and</li> </ul>	09/2003-08/2011	n.d	DTI	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Nationwide</li> <li>▪ Visayas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Creation of business-friendly framework conditions</li> <li>▪ Market development for advisory services relevant to MSMEs</li> <li>▪ Improved accessibility to</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ No direct complementation with IFAD but activities on small scale enterprises</li> </ul>

<p>private institutions shape the investment climate in the Philippines, and particularly in the Visayas, in a way that enables the development and use of entrepreneurial potential and stimulates competition. Focusing on certain pilot areas is expected to heighten their dynamic capacity, resulting in more income and employment, especially for poor population segments.</p>					<p>middle and long-term financial credit</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improvement of vocational training and upgrading.</li> </ul>	<p>and market linkages and services to production areas, especially in Eastern Visayas with producers/investors in Visayas will greatly boost IFADs agribusiness and enterprise thematic areas.</p>
<b>CIDA</b>						
<p><u>Local Government Support Program For Local Economic Development (LGSPLED) –(G)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ To reduce poverty by strengthening local governance and supporting local economic development that is sustainable, i.e. environmentally sound, socially equitable and economically viable.</li> <li>▪ Local economic development (LED) encourages governments, businesses, and non-governmental organizations to work together to create better conditions for economic growth and to create job opportunities, especially for the poor.</li> <li>▪ By expanding the tax base, LED can also generate revenue for the LGU to fund improved local services.</li> </ul>	2007-2014	Cdn18.0M	DILG/LGUs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Nationwide</li> </ul>	<p>At the national level,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Support to national agencies to develop and/or improve policies and programs that will enhance local governance and local economic development (LED) as well as strengthen relevant coordinating mechanisms (horizontal and vertical);</li> <li>▪ Work with umbrella organizations for Local Government Units (LGUs) such as the League of Provinces of the Philippines, League of Cities, League of Municipalities, in order to increase their capacity to advocate for national level measures to enhance the enabling environment for LGUs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>

					<p>At the local level:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Work with selected LGUs to improve conditions for local economic development through strong partnerships with the private sector and civil society.</li> <li>▪ strengthen the capacity of LGUs to develop supportive policies, incentives and regulatory frameworks, to increase fairness and transparency in their government systems and processes, and to implement and monitor LED programs.</li> <li>▪ Support to civil society and the private sector participation in local development and strengthen resource generation and management capacities of LGUs.</li> </ul>	
<b>SOCIAL SERVICES</b>						
<b>GTZ</b>						
<p><u>Support for the Health Sector Reform and Population Management Programme – (G)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The project aims to improve the quality of decentralised health services and population management programmes. A key indicator for this will be the increased use of rural health units, which are responsible for treatment, the distribution of modern contraceptives, and support for poor population groups</li> </ul>	10/2004-09/2008	n.d	DOH/LGU	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Nationwide</li> <li>▪ Eastern Visayas and Mindanao</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Health Policy support</li> <li>▪ Local Health Systems Development <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Health insurance enrollment</li> <li>○ Improving local health systems/information/autonomy;</li> <li>○ Cheap medicines and drugs</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners or</li> </ul>

						cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project
<u>Sustainable Resource Management in the Priority Region of Visayas – (G)</u>	08/2002-06/2015	n.d	DA/DA R/BFAR DENR/ LGUs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Visayas provinces within the Visayan Sea</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advisory services to the Philippines fishery authorities, mayors and planning authorities of the districts and communities in Visayas to help them develop and implement strategies to carefully introduce the right of access to coastal fisheries</li> <li>Facilitate the establishment of fish processing factories in coastal zones, to improve the long-term employment situation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>
<b>European Union (EU)</b>						
<u>Health Sector Policy Support Programme (HSPSP) –(G)</u>	01/2006-12/2010	Euro41.3 M	Department of Health (DOH)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Department of Health (including relevant regional Centers for Health Development and BFAD), Department of Budget and Management,</li> <li>16 provinces (Ifugao, Mountain Province, Ilocos Norte, Nueva Vizcaya, Pangasinan,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Budgetary support to Provinces demonstrating good compliance with the Philippines' Public Finance Management legislation.</li> <li>Budgetary support to the Department of Budget and Management (DBM).</li> <li>Administrative Agreement with the</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical</li> </ul>

				Oriental Mindoro, Romblon, Agusan del Sur, North Cotabato, South Cotabato Misamis Occidental, Biliran, Capiz, Eastern Samar, Southern Leyte, and Negros Oriental)	World Bank for a multi-donor trust fund delivering support to the Department of Health (DoH) and provinces not eligible to budgetary support. <ul style="list-style-type: none"> <li>Technical Assistance services</li> </ul>	project sites and LGU partners or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project
<b>USAID</b>						
<u>Sustained Health Improvement through Empowerment and Local Development (SHIELD) – (G)</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>To achieve sustainable improvement of family health in communities in the Autonomous Region in Muslim Mindanao (ARMM).</li> <li>The project's objective are: <ul style="list-style-type: none"> <li>Improve access to family planning services to decrease unmet need for family planning and to increase use of modern contraceptives</li> <li>Increase the proportion of deliveries attended by trained medical providers;</li> <li>Increase coverage of fully-immunized children;</li> <li>Increase the coverage of vitamin A supplementation among children 6-59 months</li> </ul> </li> </ul>	10/2006-09/2011		ARMM-DOH	<ul style="list-style-type: none"> <li>ARMM municipalities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Community partnership for health - establish community organizations for health in 515 barangays (21% of all ARMM barangays).</li> <li>Health service delivery systems improvement-train ninety percent of health workers from public and private sectors in 102 municipalities and one city with corresponding improvements in the quality and coverage of health services.</li> <li>LGU support for health services- TA to 74% of 102 LGUs, with measurable increases in financial and other support for health service delivery systems, increased LGU budget for health, increased enrollment in Phil Health, and legislation to support improved health services.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possible complementation at local and community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners in ARMM, or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</li> </ul>
<u>Strengthening Local Governance for Health (HealthGOV)– (G)</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>To strengthen local government unit (LGU) commitment to</li> </ul>	10/2006-09/2011		LGUs	<ul style="list-style-type: none"> <li>500 LGUs in 23 provinces -- nationwide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Strengthening health management systems.</li> <li>Expanding financing for</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possible complementation at local and</li> </ul>

<p>health and their capacity to sustainably provide, finance, and manage quality health services, particularly family planning, maternal and child health, tuberculosis, HIV/AIDS, and other infectious diseases such as avian influenza and severe acute respiratory syndrome (SARS)</p>					<p>essential health services.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improving service provider performance.</li> <li>▪ Enhancing advocacy on service delivery and financing.</li> </ul>	<p>community level implementation of activities in common geographical project sites and LGU partners or cover other areas within the same area but are not project beneficiaries of this project</p>
---	--	--	--	--	--	---

## Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Levels and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
<b>Priority Sectoral Groups</b>				
<b>Poor rural households including the small, landless farmers and agricultural labourers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 41.1% of total households in rural areas are considered poor; despite official reports of reduction of families under poverty line</li> <li>• Dwindling income and productivity due to poor farming technologies, soil suitability, loss of minerals due to continued floods and deforestation and climate change impact</li> <li>• Continuing conversion of farmland for non-agricultural production, i.e. residential and commercial</li> <li>• Lack adequate access to productive assets (land, seeds, capital, water control/irrigation facilities)</li> <li>• Few wage employment or off-farm income generating opportunities available locally;</li> <li>• Indebtedness and lack of access to micro-finance services with credit at an affordable cost</li> <li>• Insecure land tenure issues and titling arrangements;</li> <li>• Loss of manpower, specially farmer's children due to flight to urban areas or overseas employment</li> <li>• Limited knowledge, links and access to traders,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Local agricultural wage labour</li> <li>• Seasonal migration for work (urban areas and overseas)</li> <li>• Reduction in food intake or 'belt-tightening'</li> <li>• Selling off assets and land; migration to urban areas</li> <li>• Borrowing from money lenders</li> <li>• Participating in networks for labour exchange and share rearing of livestock;</li> <li>• Informal contract growing/production sharing arrangements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Food security</li> <li>• Opportunities to intensify and diversify agricultural production; improve production techniques and introduction to alternative farming and planting methods</li> <li>• Additional productive assets (land, draught power, water control/irrigation facilities) and/or sharing of productive assets with other community members</li> <li>• Secure land titles and market/production linkages</li> <li>• Access to public and private sector agricultural support services (extension, input supply, marketing, micro-finance etc.)</li> <li>• Availability of off-farm income generating opportunities in the rural areas and provision of associated support services</li> <li>• Improved health and education services;</li> <li>• Improved rural infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IFAD will target future assistance to the identified 'poorest of the poor' provinces under the 'hunger mitigating programme' of the GoP in the target priority geographical areas. (The '10 poorest of the poor' provinces are: Sulu, Masbate, Tawi-tawi, Ifugao, Romblon, Maguindanao, Lanao del Sur, Sultan Kudarat, Camiguin and Camarines Norte)</li> <li>• IFAD field activities (new projects and) will: (i) mobilise and empower communities; (ii) improve on- and off-farm productivity and water and land management; (iii) provide better access to public and private sector support services for agriculture and off-farm income generating activities; (iv) assist development agri-enterprises and businesses; (v) improved resource management in coastal and IP areas; (vi) improved access to micro-credit/financing.</li> <li>• IFAD will seek cooperation and coordination with PDF and support strengthened monitoring and evaluation of results-based indicators of key national agencies such as NEDA, DA, DAR, NEDA, NCIP and DTI.</li> <li>• A small grant facility or</li> </ul>

	bigger markets/investors			component in IFAD projects for the rural poor and poor fisherfolk on impact and effects of climate change will be integrated into IFAD projects in these sectors.
<b>Poor fisherfolk (municipal and artisanal) households</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limited productive assets (i.e. non-motorised bancas, nets, no land) reducing capacity to go farther into more productive but farther away fishing grounds</li> <li>Continued reduction in fish catches due to destruction of coral reefs, water pollution/siltation due to increase use of chemical fertilizers in agriculture, solid waste dumping and deforestation; and increased competition/'poaching' from other fishers, commercial fisheries in municipal fishing grounds;</li> <li>High incidence of alcoholism among men, malnutrition among children, domestic violence against women/children;</li> <li>Very limited roles for women in fishing outside of traditional roles of marketing and family responsibilities</li> <li>Growing focus on aquaculture and aquamarine products and use of local fishing grounds/mangroves for these activities depriving them of access to fertile fish grounds and spawning</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Use of unsustainable and destructive fishing practices, i.e. dynamite fishing, poaching of endangered fishers and marine resources, among others.</li> <li>Alcoholism and domestic violence;</li> <li>Migration to urban areas; wage labour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Improved coastal resource management arrangements and enforcement of laws, i.e. local poaching and destructive fishing methods;</li> <li>Social protection and safeguards to fishing communities;</li> <li>Improved production capabilities and assets; and alternative livelihoods sources within fishery sector, i.e. agar-agar, ecotourism, tropical fishery, etc.;</li> <li>Increased social service delivery and community development services; individual and family support services;</li> <li>Stronger protection and use rights;</li> <li>Increase protection and expansion of marine protected areas; and improved fish population of local fishing grounds</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IFAD to include a coastal resource management programme into CoSOP as stand-alone project and/or linked with IP projects, i.e. IPs on coastal waters. Provide sub-project components on productive assets acquisition; LGU capacity building on CRM and law enforcement activities, and livelihood and enterprises, among others. Priority areas for IFAD assistance in this sector shall be in Eastern Visayas, Bicol and coastal areas of Mindanao and ARMM, particularly Sulu, Tawi-tawi and Basilan.</li> <li>IFAD to establish coordination and exchange links with on-going donor projects on coastal management (i.e. ADB ICRMP (forthcoming), USAID's Coastal Resources Management Programme and FISH, GTZ Visayas Seas projects, etc.) in common geographic areas and use these as knowledge resource or field exchange visits for fisherfolk and LGU training and sharing.</li> <li>IFAD to establish working partnership with establish fisheries and coastal resource institutions in the areas such as UP Marine Science</li> </ul>



	<p>areas; fishers not equipped and capitalized to divert to these areas;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poor coastal law enforcement and maritime protection and security; resource extractive activities very dangerous to sustainable management of coastal resources</li> <li>• Climatic change impacts to corals and water rise;</li> <li>• Unsecured tenure and fishing rights; eviction and encroachment by developers</li> <li>• Very limited productive and entrepreneurial skills outside of fishing; poor housing/shelter conditions and socio-economic conditions;</li> <li>• Largely dependent on traders, middle men and money lenders for supplementary capital and food support</li> </ul>			<p>Institute, UP Iloilo, Visayas State College of Agriculture – Eastern Mindanao; West Mindanao State University and MSU – Mindanao/ARMM) for training and support assistance to target beneficiaries.</p>
<p><b>Indigenous peoples/upland settlers</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same as rural poor</li> <li>• Loss of land due to land grabbing by outsiders; mining firms and speculators</li> <li>• Poor development opportunities due to limited accessibility, conflict issues, peace and order, and political meddling/intervention;</li> <li>• Poor education and high illiteracy rates;</li> <li>• Encroachment by modern methods, cultures and technology into traditional norms and practices;</li> <li>• More and more tribal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same with rural poor</li> <li>• Use of non-traditional technology and production systems to support subsistence;</li> <li>• Urban migration and join labour force/informal sector;</li> <li>• Sell-off of land rights and claims to developers and speculators;</li> <li>• Assimilation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same as rural poor</li> <li>• Capacity building to improve development ancestral lands and tribal members; institutionalisation and documentation/preservation of indigenous knowledge and production systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IFAD's priority support to IPs remains a major element of IFAD CoSOP and will be expanded to cover other IP areas in Mindanao and ARMM aside from Northern Luzon/CAR.</li> <li>• IFAD shall also provide special focus in addressing issues related to conflicting land title issuance in ancestral domains, improved development and implementation of ancestral domain social development plans (ADSDP), local LGU-IP partnerships and IP ancestral claims in coastal areas.</li> </ul>

	<p>youth being drawn to urban centers and not returning to areas;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Low productivity of farm lands and poor marketability and access of products;</li> <li>• Confusing policies and laws; complicated and prolonged processing of CADC and CADT claims; and overlapping mandates of different agencies and interests; limited resources of IP-mandated agencies such as NCIP</li> <li>• Communal vs. individual titles for IP members; unsecured tenurial rights for upland settlers</li> <li>• Sale of IP rights by 'tribal leaders and representatives to developers and speculators;</li> <li>• Tribal and IP groups/associations highly prone to political and individual interest groups.</li> </ul>			
<b>Agrarian reform beneficiaries (ARBs)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same as rural poor</li> <li>• Individualisation of CLOAs into individual titles;</li> <li>• Inability to pay for real property taxes due to LGUs ;</li> <li>• Non-collateralization of CLOAs to improve credit and loan access to private banks;</li> <li>• Continued failure to pay amortization of CLOAs; loss of CLOAS; and selling of CLOAs to developers and speculators;</li> <li>• Benefited only landless farmers but not landless</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same as rural poor</li> <li>• Selling of CLOAs and titles; abandonment of farms and become agricultural labor or join informal sector</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same as rural poor</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same as rural poor</li> </ul>

	agricultural labour/workers			
Local Government Units (Municipality/Barangay)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Many LGUs, particularly poor rural municipalities, have very little resources to fully exercise their mandate to deliver basic services;</li> <li>■ Dependence on IRA of poor/rural LGUs which hinder full implementation of development projects; Almost 70% of all LGUs are IRA dependent.</li> <li>■ Lack of skills, manpower and capacity building (e.g., information and technology) to address the complex and multitude of problems in the rural areas;</li> <li>■ 3-year term of office are short to fully implement long-term development plans in their areas;</li> <li>• Too many unfunded mandates; at least 25 mandates and responsibilities are expected of LGUs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lobbying for more national subsidies; building partnership with other donors/LGUs; increase revenue support or collections;</li> <li>• Reduction in programmes and projects; inability to continue projects and services;</li> <li>• Multiple and overlapping tasks and responsibilities for employees;</li> <li>• Mobilisation and contribution from constituencies, i.e. labour, materials.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased capacity building for staff and information sharing with local leaders on technology, planning and management;</li> <li>• Support to field operations and implementation of activities</li> <li>• Increase partnership and resource-sharing arrangements with private sector groups, community organizations and other LGUs in the management and delivery of services at the local and community levels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IFAD to support stronger local LGU partnership assistance and support in all projects and sub-project implementations and strengthened POs/NGOs participation in local development initiatives;</li> <li>• IFAD to work and cooperate in operationalising 'convergence' and 'co-management initiatives' between LGU-NGAs-community partnership in delivery of basic services and integration/leveraging of resources to local communities and rural poor.</li> </ul>